

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**VENDREDI 11 MARS**  
 N° 397 1,50 F

 Belgique 15 FB  
 Commission paritaire 56942

BSN (Rive-de-Gier)

**RIBOUD PRÉCISE  
SON PLAN  
DE CHÔMAGE**

Lire notre article en p. 5

AIX-EN-PROVENCE

## Mobilisation massive autour des 6 inculpées du MLAC

Le verdict :

- 2 mois avec sursis pour 5 inculpées
- 1 mois avec sursis pour la 6<sup>e</sup>



Lire notre article page 4

 Une centaine d'otages  
détenus par un commando

## WASHINGTON EN ÉTAT DE SIÈGE

Une dizaine d'hommes armés, adeptes de la secte «Hanafi» composée d'anciens membres des «Black Muslims» ont occupé mercredi plusieurs immeubles de la capitale américaine. Un commando a pris plus de 100 otages au siège de la société juive B'NAI B'RITH, un autre en a pris 15 dans la mosquée de Washington, tandis qu'un troisième prenait d'assaut la mairie. La ville de Washington est maintenant quadrillée par les barrages de police.

Les négociations auxquelles participent les ambassadeurs d'Égypte et du Pakistan estimaient hier soir. Jusqu'à présent, le film «Mohamed prophète de Dieu», qui était considéré comme sacrilège par les «Hanafi» a été retiré de l'affiche et 20 personnes séquestrées au siège du B'NAI B'RITH ont été libérées.

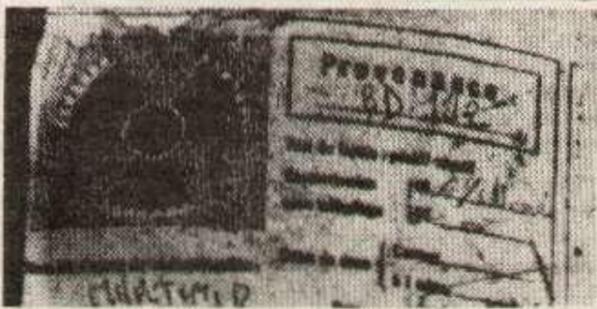
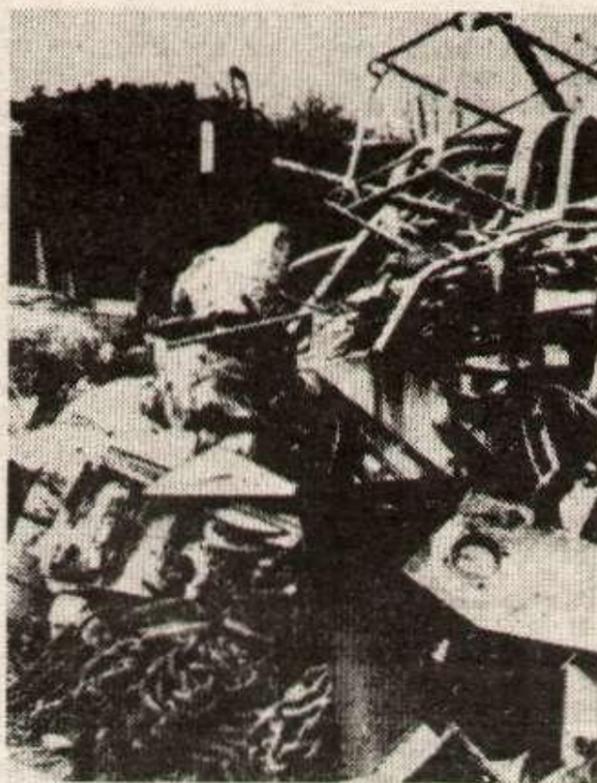
Lire notre article page 7

A VALOGNES (MANCHE)

## DES FERRAILLES RADIOACTIVES DANS UNE DÉCHARGE PUBLIQUE

Du matériel usagé : tubes, ferrailles contaminés au plutonium, jetés à la décharge publique, c'est impensable. Impensable, mais pourtant bien réel. Un ferrailleur a découvert dans une décharge publique de Valognes, des ferrailles diverses portant une étiquette affichant un trèfle jaune sur fond violet indiquant l'origine et la provenance de ces matériaux et attestant de leur radioactivité. Pas de doute possible, il s'agissait de matériel usagé provenant de l'usine de retraitement nucléaire de La Hague, contaminé au plutonium, et malgré leur décontamination, conservant une certaine dose de contamination.

Il y a un mois, huit travailleurs étaient contaminés par du plutonium. Il y a deux semaines aux assises sur la pollution industrielle des syndicalistes CFDT de La Hague faisaient état d'une fuite de liquide radioactif dans les égouts, fuite qui a duré plus d'un mois avant que la direction ne se décide à arrêter pour procéder aux réparations. Plusieurs mètres cubes d'eau chargés d'effluents radioactifs se sont infiltrés dans le sol. Monsieur d'Ornano nouveau champion de la qualité de la vie, conseiller régional de la Haute Normandie et ancien président de ce conseil régional a activement contribué à la trans-



formation de La Hague en nouvelle nucléaire. De tels faits montrent l'imposture des propos écologistes de tous ces politiciens, et justifient la lutte

des travailleurs du nucléaire et des habitants des sites des centrales nucléaires contre le programme électro-nucléaire du gouvernement.

Voir le communiqué de la CFDT de la Hague page 6

## Du Goulag aux Escadrons de la mort

 Les  
sympathies  
de Brejnev  
pour  
le fascisme  
brésilien

«L'Union Soviétique considère les droits de l'homme comme un problème interne de chaque pays» a déclaré Joukov, l'ambassadeur soviétique au Brésil après une rencontre avec un représentant du gouvernement brésilien. Celui-ci venait justement de protester contre la dénonciation des violations des droits de l'homme au Brésil, prononcée par l'administration américaine.

L'ambassadeur soviétique considère sans doute que les tortures, les camps de prisonniers, les assassinats de Pinochet sont l'affaire intérieure du Chili ?

La dénonciation aux yeux du monde entier de la répression fasciste en URSS amène Brejnev à s'acquiescer avec ses pareils, qu'hier encore il dénonçait avec virulence pour le soutien que les USA leur apportaient. La tentative de Carter de rendre moins odieuse la politique américaine est l'occasion pour l'URSS de se porter auprès de Geisel pour le soutenir contre «l'ingérence» américaine. Les tueurs des escadrons de la mort pourront continuer leurs assassinats, avec le complaisant silence de Brejnev.

# POLITIQUE

Pluie de sondages  
contradictoires

## CHAQUE PARTI PREND SES DÉSIRS POUR DES RÉALITÉS

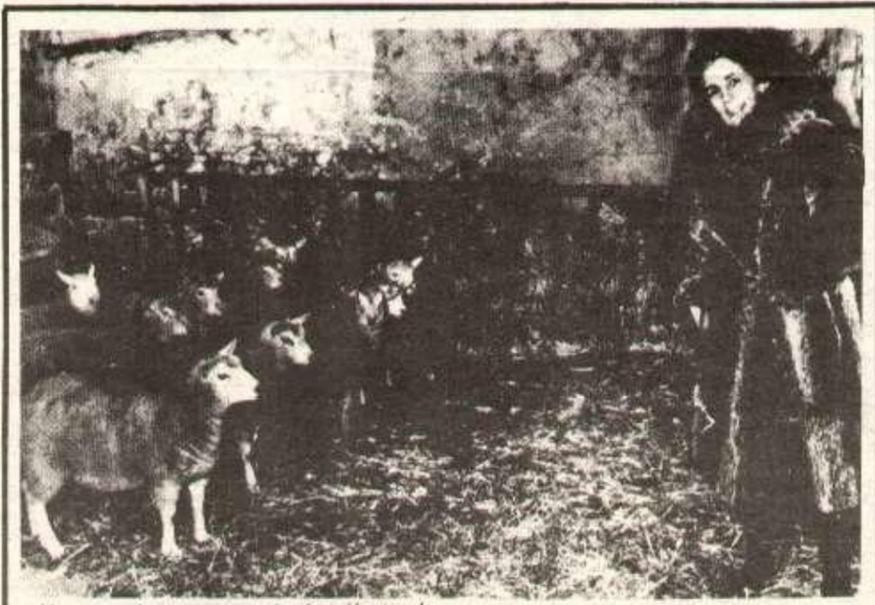
Régulièrement, à droite comme à gauche, des voix s'élèvent pour demander à ce que l'utilisation des sondages soit réglementée. Régulièrement aussi, chaque fraction de la bourgeoisie publie les siens, et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ne sont pas convergents. Deux sondages au menu d'hier : celui du «Matin de Paris», proche du PS, et celui de «Paris-Match», qui ne cache pas ses sympathies pour la majorité. Cette petite guerre des sondages aura au moins fait des heureux, puisque la SOFRES et l'IFOP étant débordés, deux autres organismes en profitent pour se faire une place sur le marché : l'institut Louis Harris (filiale française d'un institut américain) et Public S.A.

A trois jours du premier tour, le sondage du «Matin de Paris» voit les chances de la gauche remontées à Paris. Sur les six «secteurs-clés» envisagés, ou 2 400 personnes ont été sondées, la gauche est bien sûr en tête au premier tour, et l'emporterait dans trois secteurs si elle était opposée à D'Ornano au deuxième tour, dans quatre secteurs si elle se trouvait en face de Chirac. Conclusion du sondage : l'affrontement du deuxième tour sera entre la gauche et D'Ornano, et ça se jouera à 1% près. Le seul point commun avec «Paris-Match», c'est le caractère serré de la bataille, mais

pour l'hebdomadaire proche de la majorité, pas de problème, Chirac sera là au deuxième tour et l'emportera. Au vu des explications fournies par les uns et par les autres, il semble que le sondage «Paris-Match» soit beaucoup plus précis, ne serait-ce que parce qu'il porte sur un échantillon plus large (plus de 13 000 personnes au total, et sur l'ensemble des secteurs). De toute manière, quelque soit le secteur choisi, les chiffres divergent ainsi sur le 2-3<sup>e</sup> secteur, le «Matin de Paris» donne 37% à la gauche, contre 32% à l'autre sondage, 27% à D'Ornano contre 17%, 12% aux écologistes contre 17%, etc. on pourrait multiplier les exemples qui montrent ce que sont ce genre de sondage. Publier des sondages en cette période électorale est quelque chose qui fait vendre, et cette préoccupation n'est pas absente pour les journaux en question. Mais il n'y a pas que cela : il s'agit aujourd'hui dans les deux camps de «travailler l'opinion», puisque comme le disait D'Ornano, il «faudra voter utile dès le premier tour». Un certain nombre d'électeurs indécis peuvent se laisser influencer par les sondages pour finalement modifier leurs choix initiaux. C'est le calcul que font les états-majors, un calcul qui, en tout état de cause, prend les masses pour des imbéciles, mais n'est-ce pas le propre de la démocratie bourgeoise ?

### Pas la mer à boire

Les nationalisations prévues par le programme commun, ce n'est pas la mer à boire pour les capitalistes. C'est ce que s'efforce de démontrer le PS depuis longtemps déjà. Mitterrand l'a encore répété hier : «Nous ne voulons pas autre chose que ce que voulait De Gaulle à la Libération». Voilà qui est clair : à la Libération, De Gaulle voulait reconstruire l'économie capitaliste, et pour cela, il lui fallait transformer un certain nombre de secteurs industriels. Mitterrand veut faire de même relancer l'économie capitaliste. De Gaulle en 45 avait trouvé un Thorez pour appeler à retrousser les manches ; Mitterrand trouvera qui ?



Non, ce n'est pas une réunion électorale. Elle n'a pas besoin d'exhiber sa (fausse) médaille.

## A Besançon

# LA GAUCHE S'ENGAGE A APPLIQUER LA LOI DE LA BOURGEOISIE

Conscients de ne rien avoir à attendre des deux candidats patronaux de droite, et constatant la probabilité importante d'une élection de la liste de gauche à Besançon, l'UL-CFDT avec la confédération syndicale du cadre de vie (ex APF) avaient demandé à M. Schwint de répondre à une dizaine de questions précises sur les revendications des travailleurs, en espérant obtenir le maximum d'engagements fermes. Il s'agissait aussi pour certains (PSU, en particulier), de tenter de justifier leur présence sur cette liste. Leur espoir fut vite déçu ; en effet, M. Schwint commença par un semblant d'auto-critique : «Il est vrai qu'il y a un contentieux grave entre la municipalité et les employés communaux» (l'assignation par M. Minjoz, des grévistes de la CTB (chauffeurs de bus) devant le tribunal) : «Nous avons toujours dit que c'était une erreur» etc. «Tout cela va changer. Maintenant, nous allons développer les relations avec les syndicats. Vous aurez même sans doute

un adjoint spécial et une maison du peuple».

Pour le reste, on constata vite que monsieur le sénateur, futur maire, (ministrable même murmurent certains de ses amis), découvre les problèmes des travailleurs, même s'il nous assure que cela le préoccupe beaucoup, qu'il faudra voir son adjoint s'il ne note rien, «c'est qu'on le lui rappellera bien».

Quand par hasard, il est plus précis, c'est pour dire qu'il «est d'accord avec les autres candidats», par exemple, il est pour le Grand Canal. Ou encore, pour dire qu'il «appliquera la loi» : par exemple, pour les handicapés du CAT, «Il a vu le ministre, il n'y a plus rien à faire, c'est malheureux».

• Contre les expulsions des travailleurs : «Le maire n'a pas de pouvoirs sur la police, il peut seulement lui donner des subventions ; il fournira quand même un hôtel aux «Lip» quand ils seront expulsés».

• Contre les saisies et expulsions dans les

HLM : «Une municipalité ne peut pas empêcher un huissier de faire son travail, si on s'opposait à cela, on aurait tous les huissiers sur le dos». Mieux vaut les laisser sur le dos des travailleurs ! Mais quand même cela préoccupe beaucoup les futurs élus de gauche, «on créera un service d'aide pour ceux qui ont des retards dans les loyers». Pour encaisser plus vite, sans doute !

• Contre les concessions exorbitantes faites à des entreprises privées qui empochent les profits tandis que les travailleurs payent les soi-disant déficits par des impôts locaux en augmentation sans cesse : «On hérite d'une situation, si on veut la changer, cela prendra du temps». Pour les chômeurs, on peut reporter le paiement des impôts, mais pas les supprimer.

Quand des syndicalistes proposent à la mairie de se faire le porte-parole des revendications des travailleurs, M. Schwint, s'en sort par une pirouette. Il montre toute la considération qu'il porte aux syndicalistes qui figurent

sur sa liste en proposant à l'un d'entre eux de mettre un magnétophone dans chaque parcètre. «Ainsi, les usagers entendraient la voix du syndicaliste leur expliquant où passe l'argent». Porte-parole de la bourgeoisie, porte-parole de l'application des lois bourgeoises, voilà bien illustré à quoi se résume le rôle de ces quelques syndicalistes qui font confiance à la gauche.

Pour dimanche, les travailleurs sont fixés : le choix ne sera pas entre la gauche et la droite, mais entre défendre leurs véritables revendications, leur aspiration au socialisme ou remettre leur destin entre les mains de l'une ou l'autre de ces listes bourgeoises. Le PCRml appelle les travailleurs à déposer un bulletin dans l'urne : «Ni Minjoz, ni Schwint, mais contre les licenciements, pour le maintien de l'emploi, et l'embauche des 4 000 chômeurs ; contre la hausse des loyers et des charges, et pour engager la lutte contre le plan Barre par l'offensive ouvrière, pour le socialisme».

## Grande-Synthe

# UN GESTIONNAIRE BOURGEOIS PLUS HABILE QUE D'AUTRES

Grande Synthe, cité dortoir d'Usinor, est gérée par le «meilleur maire de France».

René Carème, militant du PS, tendance CERES a reçu ce titre l'année dernière. Qu'a-t-il fait pour le mériter ? Depuis 13 ans qu'existe Grande-Synthe, les municipalités précédentes l'avaient laissée sans aucun aménagement, aussi les réalisations de Carème l'ont rendu populaire. Carème a fait construire un immense bâtiment face au soleil pour

faire des meetings, des expositions. Plusieurs milliers de personnes peuvent se réunir dans le «Palais du littoral» mais on y retrouve rarement des Grands-Synthois, le coût de cette construction : un milliard, au lieu de 300 millions prévus avant. Maintenant, les habitants de Grande-Synthe peuvent profiter de «l'harmonie municipale» ; les jeunes peuvent se rencontrer à la MJC qui a le plus gros budget de France.

A Grande Synthe on peut regarder 7 chaînes de télévision et il existe aussi une piscine, un jardin public et la fameuse polyclinique qui a nécessité pour voir le jour, une manifestation organisée par le maire. De plus, les bus à tarifs uniques se sont améliorés par régularité et en fréquence. Enfin, dans Usinor, une subvention est accordée aux ouvriers. Alors qu'en est-il de toutes ces réalisations, pourquoi y a-t-il aujourd'hui deux listes à Grande Synthe pour les municipales, celle du PC et celle du PS.

Où est l'intérêt des travailleurs dans cette querelle ; personne ne fait rien pour la rénovation des blocs, ainsi sans les blocs E.V.W. quelques familles ont constamment l'eau qui tombe du plafond et peuvent passer leur bras dans les failles du

mur. Et pourtant, les cotes immobilières augmentent sans cesse sur Grande-Synthe. Comment peut-on parler de promouvoir la vie associative sur Grande-Synthe alors qu'il n'y a aucune structure pour une vie de quartier les seules associations subventionnées étant pour la plupart étrangères aux Grands-Synthois.

Comment expliquer les saisies quotidiennes sur Grande Synthe, la seule action du maire a été d'em pêcher il y a 3 ans une saisie mais depuis c'est le silence le plus complet ; alors qu'il se déclare ouvrier d'Usinor, la seule participation de Carème aux grèves, est une apparition aux piquets de grèves avec son écharpe tricolore.

Les listes concurrentes se reprochent, s'opposent offi-

ciellement sur la gestion de budget municipal. Prétendant un blocus du PCF pour chaque vote du budget, le PS a refusé de faire une liste commune.

Cette situation amène des membres du PCF à traiter Carème de «bourgeois dictateur».

Même pour le deuxième tour l'union semble compromise comme le dit un militant du PCF «même si le PS vient nous demander l'union au 2<sup>e</sup> tour ce n'est pas sûr que nous acceptons».

Le PCF rêve, pourquoi le PS viendrait-il demander l'union alors qu'il n'en a plus besoin puisqu'il n'y a que deux listes en présence. Des militants du PCF ne comprennent pas pourquoi leur parti s'est allié avec un parti qu'ils qualifient eux mêmes de bourgeois.

le coût de la campagne à Paris

## L'EQUIVALENT DU SALAIRE DE 8 500 OUVRIERS

Si l'on admet que les bourgeois ne font rien sans en calculer la rentabilité, le poste de maire de Paris doit être particulièrement rentable, au regard des sommes investies dans la campagne. D'après diffé-

rents calculs, qui se recoupent, la somme investie par la droite (d'Ornano et Chirac) devrait être de l'ordre de 1,5 milliard ancien. Le coût de la campagne de gauche serait beaucoup moindre (130 millions an-

D'abord pour coller, il faut des colleurs : environ 200 francs les quatre heures. Il faut aussi protéger ses colleurs : 300 francs le service d'ordre. A cela s'ajoute la campagne publicitaire officielle, celle prise en charge par les maisons spécialisées qui se frottent les mains. Il y a également les journaux et autres « lettres personnelles », qui à Paris sont tirées à environ 700 000 exemplaires. Plus les meetings, les réceptions, les apéritifs, etc.

Chaque candidat a d'ailleurs ses « trucs » publicitaires : Chirac mise sur le nombre : on parle de trois millions d'affiches, sans compter les panneaux. Dans leur frénésie à coller, des colleurs « sauvages » de Chirac ont même recouvert des panneaux... Chirac !

D'Ornano joue moins sur le nombre que sur la

«personnalisation», fête foraine, péniche sur la Seine, abonnement gratuit à « Jour de France », orchestres, etc.

La gauche n'a évidemment pas tant de moyens, et elle s'en désolait : si elle arrive à tenir tête à la droite en matière d'affiches et meetings, elle joue beaucoup plus sur la « mobilité » de ses candidats, qui invariablement sillonnent les marchés et les bouches de métro. Il y avait certainement autre chose à faire de ces un milliard 700 millions dépensés avant le premier tour, auxquels s'ajoutent d'autres sommes fabuleuses entre les deux tours ; mais faute d'un quelconque soutien populaire, faute d'être l'émanation du peuple, quelle autre solution ont les politiciens bourgeois que ce matraquage publicitaire. C'est un des éléments de la « démocratie » bourgeoise.



350 colleurs toutes les nuits à 250 F par colleur : Chirac pratique la démocratie bourgeoise.

### ÉVASION DE SPAGGIARI

Albert Spaggiari présenté comme le cerveau du casse des égoûts de Nice a prouvé qu'il avait également des jambes et des complicités bien placées. Hier au cours d'un interrogatoire chez le juge d'instruction, Spaggiari laissé sans menottes a sauté par la fenêtre qui se trouve au 1<sup>er</sup> étage. Il a d'abord fait un rétablissement sur le capot d'une voiture puis il est monté sur la moto d'un complice qui l'attendait pour disparaître avant que l'alerte soit donnée. Spaggiari est connu pour ses sympathies d'extrême-droite, il fut membre actif de l'OAS. Le hold-up de Nice était destiné à renflouer les caisses de l'extrême-droite.

Spaggiari était également bien en cours à la mairie de Nice où l'on faisait souvent appel à lui comme photographe pour les mariages.

Il fit également partie des invités de Médecin pour un voyage d'affaires au Japon.

### SEINE

Sur la Seine polluée vogue les candidats farouches partisans de l'écologie. Hier, Sarre tenait une conférence de presse sur un bateau-mouche, tandis que d'Ornano, dans la soirée, s'adressait aux femmes parisiennes de sa péniche. Si aucun des deux ne semble capable de piloter autrement qu'à vue, ils savent bien nager en eau trouble.

### D'ORNANO LAISSE PLANER LE DOUTE

S'il admet maintenant que ses listes se désisteront en faveur de celles de Chirac au deuxième tour si celles-ci sont mieux placées, d'Ornano n'a pas éclairci totalement la situation. Il admet ces désistements seulement en cas de danger de gauche et il réclame que les conflits soient arbitrés par une instance supérieure. Enfin, il a refusé de se prononcer sur la règle qu'il adoptera pour l'élection du maire.

### NANCY : LE RPR POUR MARTIN

A Nancy, le RPR national qui n'a toujours pas digéré le vote des RI en faveur de Servan Schreiber contre Messmer au conseil régional s'est finalement prononcé pour Martin le maire sortant, contre Coulais, le candidat RI soutenu par Servan Schreiber et le RPR local qui figure sur sa liste. Servan Schreiber et le RPR local qui figure sur sa liste. Servan Schreiber a contribué activement à cette prise de position officielle par ses déclarations récentes contre Chirac.

## «LE MATIN DE PARIS» PRÉPARE LES LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT

Au fur et à mesure que les élections approchent, les états-majors politiques envisagent la victoire, mais aussi la défaite. Il leur faut préparer les arguments, et la gauche, qui a l'habitude s'y prépare. Ainsi, un sondage légèrement défavorable au tandem Sarre-Fizbin donne l'occasion au «Matin de Paris» de publier déjà ce qui risque bien d'être publié à nouveau le 21 mars. Tous les arguments y passe : l'allusion à la sanglante répression des communards (et oui) qui a permis à la droite de dominer Paris depuis plus d'un siècle, l'action néfaste des promoteurs, le déclin démographique, la vie chère qui chasse les Parisiens, et enfin, l'argument suprême : Paris ville bourgeoise. En un mot, tout le contraire

de ce que disent les candidats aujourd'hui. D'ailleurs, ça préfigure encore les déclarations de la gauche parisienne en cas de défaite : c'est la droite qui cherche à faire de Paris un enjeu national. «C'est faux pour la gauche». Et puis, la droite a tellement de moyens... A tous ces facteurs qui expliquent (ou expliquent) la défaite, le «Matin de Paris» en rajoute un autre : les écologistes ont de bonnes idées certes, mais leur mouvement a des limites. Il n'a pas d'idéologie bien définie, et il a porté tort à la gauche.

Nouveau journal (d'ailleurs en forte perte de vitesse), le «Matin de Paris» cherche des informations exclusives, et avant tout le monde : c'est en effet un «scoop» que de faire dès le 9 l'éditorial du 21 mars...

Le plan Barre

## IL N'A PAS REDONNÉ LA SANTÉ À L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Pour le Plan Barre, les perspectives sont sombres malgré la satisfaction affichée par le premier ministre à la suite de deux indices des prix satisfaisants. Le truquage des indices ne peut pas camoufler longtemps la réalité, et la réalité c'est la recession. Négligeant l'augmentation du chômage, le blocage des salaires, Barre prétend qu'il est en passe de rétablir l'équilibre économique. Les estimations publiées par l'OCDE il y a quelques jours, les derniers sondages de l'INSEE, certaines déclarations des patrons, indiquent au contraire que la situation économique de l'impérialisme français continue de se dégrader.

Le CNPF déclare : *Il semble qu'à court terme, on puisse difficilement envisager une relative amélioration des carnets de commande à l'exportation dans certains*

secteurs». Les experts estiment que la production industrielle va stagner si ce n'est baisser, au moins jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre.

Quant à la limitation de l'inflation, le scepticisme règne, en partie en raison de la hausse rapide des matières premières, due pour une large part à des spéculations de firmes internationales. La hausse officielle des prix pourrait atteindre entre 8 et 10% dans l'année, c'est-à-dire nettement plus que les 6,5% annoncés.

Ainsi, contrairement aux autres pays capitalistes qui enregistrent actuellement une reprise de la production industrielle, la France voit sa production stagner, alors que l'inflation demeure à un niveau élevé. Si le bilan du Plan Barre a battu des records dans le domaine du chômage et des bas salaires, dans le domaine «économique», c'est un fiasco.

## MENDÈS FRANCE : AH, SI BARRE ÉTAIT DE GAUCHE !

Monsieur Barre est plein de contradictions. Il adopte des mesures techniques qui sont bonnes, mais dans le cadre d'un système politique mauvais. C'est en gros la substance de ce que vient d'écrire Mendès France. Il y aurait d'un côté l'économie, avec un certain nombre de recettes, entre autres celles de «l'école de Chicago», dont on sait à quoi elles aboutissent pour les masses quand elles sont appliquées, comme au Chili, et la politique qui consiste à «faire des choix démocratiques». Selon Mendès-France, là où Barre se trompe, ce n'est pas en faisant son plan, en restructurant l'industrie et en licenciant à tour de bras, en bloquant plus ou moins les salaires, etc, c'est que ces techniques aujourd'hui ne peuvent servir que les patrons. La suite du raisonnement est simple à faire : dans le cadre d'un gouvernement de gauche, puisque

le pouvoir ne serait plus favorable aux patrons, les mesures du plan Barre seraient bonnes ! Les travailleurs décideront eux-mêmes de leur licenciement, ils décideront eux-mêmes de réduire leur pouvoir d'achat, ils désigneront eux-mêmes lesquels d'entre eux devront être au chômage ! Monsieur Mendès France rêve... Cependant, il est de gauche, il refuse l'économie libérale, il refuse la planification bureaucratique ; ce qu'il lui faut «c'est une volonté clairement exprimée par le pays lui-même, faire comprendre à tous la nécessité de la hiérarchie et de la discipline», etc. Les raisonnements de Mendès seraient ridicules si celui-ci n'était effectivement le Barre de gauche, celui qui inspirera dans l'ombre la politique économique si Mitterrand vient au pouvoir. Alors là, il n'est plus ridicule, il est dangereux.

### LE REVERS DE LA MÉDAILLE

Françoise Giroud qui s'est attribuée la médaille de la Résistance est poursuivie en justice par des membres du RPR trop heureux de l'aubaine. Interrogé sur ce point Marchais a refusé de se prononcer sur les mérites effectifs de Mme Giroud. S'il est un passé

que Marchais n'aime pas évoquer c'est bien la Résistance qu'il n'a pas faite, et son passage en Allemagne dans une usine d'avions de combat. Mitterrand a été tout aussi discret, lui ne fait jamais état dans sa campagne électorale de ses médailles et en particulier de la française dont il est «désolé».

# LUTTES OUVRIÈRES

Aix-en-Provence

## MOBILISATION MASSIVE AUTOUR DES INCULPÉES DU MLAC

Dès 7 h 30, plusieurs centaines de personnes étaient regroupées devant le palais de justice d'Aix-en-Provence, venues de Lyon, Paris, Lille, Grenoble, Nîmes, Marseille, Toulon...etc en car et en voiture. Toute la journée, le théâtre de l'olivier et des militantes du MLAC ont animé la place sous les applau-

dissements de milliers de personnes chantant avec eux : «Femmes, vous qui êtes là, vous le savez, si vous ne prenez pas en mains votre propre sort, qui le fera ?».

A l'image du formidable enthousiasme dégagé tout au long de la journée, les 6 travailleuses incul-

pées ont reçu une ovation de plusieurs minutes en entrant au tribunal aux cris de «Soutenons les !» et «Relaxez les !». Aussitôt suivi du mot d'ordre : «le peuple uni, jamais sera vaincu !».

Et ainsi, déterminées et soutenues du début jusqu'à la fin, les

inculpées et les témoins n'ont pas plié devant les tentatives du président de la chambre correctionnelle d'Aix qui a tout fait pour tenter de les inculper séparément.

Des dizaines de témoignages n'ont pas cessé de se succéder : ils étaient répétés, sur la place du palais de justice.

Voici un des témoignages d'une des inculpées qui résume bien tout ce qui n'a pas cessé d'être dénoncé par tous et toutes au cours du procès : «Le président n'a pas laissé parler les femmes, il n'a pas cessé de les interrompre. Les médecins ont pu un peu parler, mais à peine. C'est inadmissible». Il faut dire que 41 médecins d'Aix et le GIS (Groupe Information Santé)

volontairement que le bureau national est représenté par un homme, car pour la CFDT, la lutte pour la liberté de la contraception et de l'avortement est un problème qui intéresse l'ensemble des travailleurs.

Il est important de dire que la femme est surexploitée par le pouvoir actuel qui lui donne un rôle procréateur, et de réservoir de

attendaient cachées tout autour du tribunal ; répression par les affirmations du président du tribunal s'adressant aux inculpées : «Bien ou mal, vous n'avez pas à le faire, le tribunal est là pour appliquer la loi» ; répression inavouée contre Chantal, la mineure qui a avorté avec le MLAC et qui après avoir discuté 1/2 heure dans le tribunal avec des flics en civil a complètement disparu

rache, à Euromarché où deux caissières sont parmi les inculpées, à la Sescosem où 2 heures de débrayage ont été suivies avec manifestation devant le tribunal, montre l'ampleur de la mobilisation.

La CGT qui a déclaré son soutien de principe n'avait aucune banderole : pourtant 2 des inculpées sont des déléguées CGT. Durant tout le déroulement du procès, l'animation n'a été interrompue que par des dizaines de témoignages grâce à un micro extérieur : «Ce sont des pressions inadmissibles» s'est plaint le procureur qui s'est fait le porte parole du mouvement réactionnaire «Laissez-les-vivre».

Simone Veil elle-même s'est vue obligée de téléphoner dans la matinée pour demander que les inculpées soient relâchées. «On va gagner !» affirmait déjà une inculpée confiante. Toute la journée, un film sur un accouchement pratiqué par le MLAC et des films syndicaux de la CFDT sur les conditions de travail ont été projetés au Palais des Congrès et une crèche y était assurée en permanence.

Les tentatives d'isolement des ouvrières inculpées ont échoué. Ainsi, Nicole, déléguée CGT à la Sescosem a gagné le soutien de ses camarades comme l'a prouvé le chaleureux accueil reçu

de la part des ouvriers et ouvrières en diffusant un tract sur le procès à l'entrée de l'usine.

Ce large soutien populaire a contraint le tribunal à prononcer un verdict relativement modéré : 2 mois de prison avec sursis pour 5 inculpées, 1 mois avec sursis pour la sixième.

Par ce procès, la bourgeoisie voulait réprimer les luttes pour l'avortement et la contraception. Ça s'est retourné contre elle. La mobilisation s'est étendue à une grande partie des travailleuses et des travailleurs qui exigent de pouvoir avoir les enfants qu'ils désirent et les moyens de les élever.



de Marseille soutenaient les militantes du MLAC. «Il essaie d'écraser la personne qui est en face de lui. C'est un véritable jeu de ping-pong, a témoigné une autre femme. Ce n'est qu'une fois qu'on lui a montré notre volonté de ne pas se laisser faire qu'il nous laisse parler un peu». Quelle n'a pas été la surprise du président «choqué» par le soutien d'un responsable du bureau national de la CFDT. «C'est

main d'œuvre, en fonction des aléas de la production capitaliste (...)

Le MLAC d'Aix est inculpé parce qu'il lutte contre ceal !».

Cui, ce 10 mars 1977, deux jours après la journée internationale des femmes, aura été le jour du procès de la répression de la société bourgeoise sous toutes ses formes : répression par la présence des flics et CRS dont le gros des troupes

et n'a été retrouvée que par les soins du MLAC.

(Elle était retournée chez elle, on ignore encore les raisons de ce retour). Précisons encore qu'aujourd'hui Chantal est enceinte de près de 9 mois et devrait accoucher dans les 10 jours.

Les grèves de soutien dans les écoles normales d'Aix et de Nîmes, dans les lycées Cézanne et Mignet à Aix, de la CFDT à Cada-

### Sonacotra

## 7 travailleurs expulsés en avril 76 autorisés à rentrer en France

### Communiqué

Sept des 18 travailleurs expulsés au mois d'avril 76 sont autorisés à revenir en France. C'est un succès dû à la ténacité constante dont les résidents de la Sonacotra et ceux qui les soutiennent ont fait preuve.

On se souvient des conditions dans lesquelles se firent ces expulsions. Au petit matin, des nuées de flics pénétraient dans plusieurs foyers pistolets au poing, menaçant, cognant les résidents qu'ils avaient sortis du lit et obligé à se mettre à genoux les mains sur la nuque, comme au temps de la guerre d'Algérie. Certains travailleurs furent embarqués en pyjama sans même avoir eu le temps de prendre leurs affaires. Quelques jours après, une imposante manifestation, appelée par le comité de coordination rassemblait plus de 10 000 travailleurs à Paris.

Après presque un an de démarches, de demandes, de mobilisation sans relâche, le comité de coordination des foyers Sonacotra vient d'obtenir une première victoire sur ce point : le conseil d'Etat s'est donc prononcé pour «le sursis à exécution de l'arrêté du ministre de l'Intérieur» c'est-à-dire que, 7 des expulsés sont autorisés à rentrer en France.

Le Comité de Coordination communique que le Conseil d'Etat a statué ce mercredi 9 mars sur la requête de sursis à exécution pour 9 de nos camarades expulsés de France au mois d'avril 1976, le ministre de l'Intérieur ayant employé pour cela la procédure d'urgence.

Pour 7 de nos camarades (Soukane, Akli, Bouyahyaoui Moussa, Menaa Abdel Majid, Bachir Mohamed, Hoggas Houcine, Aouicne Omar, Guerni Amar), le Conseil d'Etat autorise leur retour, dans les termes suivants pour chacun d'entre eux :

«Considérant que le préjudice qui résulterait pour le sieur (...) de la poursuite de l'exécution de l'arrêté du 15 avril 1976 par lequel le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, lui a enjoint de sortir du territoire français, présente un caractère de nature à justifier le sursis de l'exécution de cette mesure ; que l'un au moins des moyens invoqués par le requérant à l'appui du recours pour excès de pouvoir qu'il a présenté devant le Tribunal administratif de Paris paraît de nature, en l'état du dossier soumis au Conseil d'Etat, à justifier l'annulation de l'arrêté du 15 avril 1976 ; qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'affaire, de faire droit aux conclusions du sieur (...) tendant à ce qu'il soit sursis à l'exécution dudit arrêté ;

#### DÉCIDE :

«Jusqu'à ce qu'il ait statué sur la requête présentée par le sieur (...) devant le Tribunal administratif de Paris et tendant à l'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur en date du 15 avril 1976, il sera sursis à l'exécution de cet arrêté».

Pour deux de nos camarades (Benomar Khelifa Ben Djilali et José Ferreira), le Conseil d'Etat a refusé leur retour sans aucune explication valable. D'ailleurs, à notre avis, il ne peut pas en donner, car tous nos camarades ont été expulsés pour la même raison, ou sans raison.

De la même manière, nous exigeons le retour de tous nos camarades.  
9 mars 1977

COMITÉ DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA EN GREVE  
56, rue de la Fontaine au Roi  
75011 - Paris

### Manil (Vivier-au-Court)

## MANIFESTATION TRÈS COMBATIVE

Une manifestation rassemblait à peu près 500 personnes, à l'appel de l'UD CFDT, et des sections CGT et CFDT de Manil, s'est déroulée hier.

Après le rassemblement devant l'usine toujours occupée, devant le cordon des gardes mobiles et la prise de parole de la CFDT, celle-ci a proposé une manifestation à Vivier-au-Court et elle a fait une grande boucle dans la ville pendant 1 heure.

Au cours de la manif, il y a eu un arrêt au cours duquel les délégués CGT de Manil ont dénoncé la campagne raciste qui dit dans la grande presse que «c'est la

grève des étrangers». Il a réaffirmé l'union de tous les travailleurs ; ça a été très applaudi dans la manifestation.

A la fin, il y a eu une nouvelle intervention qui a rappelé les manœuvres de répression qu'il y a eu depuis le début de la lutte, c'est-à-dire, l'utilisation de milices, de chiens policiers, de gardes mobiles, les pressions de toutes sortes, les licenciements. Il y avait un grand nombre d'étrangers à la manif. La conclusion qui a été donnée c'est que le seul étranger à Manil, c'était le patron, et que les moyens de production devraient appartenir aux travailleurs. Les grévistes ont insisté surtout sur le soutien dans toute la France en particulier soutien financier.

Le mouvement de popularisation commence à s'organiser dans toute la région. Les mots d'ordre les plus repris au cours de la manif furent : «flics, hors de Manil» ; «Français-immigrés unité» ; «Giscard, t'as pas fini d'en voir». Et l'Internationale a été fréquemment chanté.

C'était une manifestation très combative, et placée sous le signe de la solidarité de classe.

Correspondant

## LUTTES OUVRIÈRES

BSN (Rive-de-Gier)

# RIBOUD PRECISE SON PLAN DE CHOMAGE

- Pinay : «c'est très constructif»
- Journée d'action dans le trust BSN aujourd'hui

9 h 30 : le soleil qui a réapparu depuis plusieurs jours à Rive-de-Gier, ne suffit pas toutefois à réchauffer l'atmosphère : un vent glacial oblige à se couvrir chaudement. Mais il en faudrait en tous cas beaucoup plus pour empêcher les travailleurs, comme hier matin, de venir, par centaines renforcer le piquet de grève, tenu toute la nuit par d'autres. Oui, hier matin, et encore tard le soir, ils étaient nombreux, hommes, femmes, jeunes ou vieux à garder les entrées. Il faut dire que si la demande d'expulsion a été repoussée par le juge des référés elle n'a pas été annulée pour autant. Il faut croire que les élections qui vont avoir lieu dans 3 jours, vont jouer un grand rôle dans cette décision. Le bâton, d'un côté... mais aussi la carotte de l'autre : telle est la politique de Riboud, qui avant-hier soir, est venu à l'usine de Rive-de-Gier en compagnie du médiateur Pinay, reconstruire «pour une première négociation» les organisations syndicales.

## MONSIEUR L'ADJOINT AU MAIRE EN VISITE CHEZ BSN

La municipalité liée aux RI continue de crier à qui veut l'entendre qu'elle recherche «rapidement une solution». Ces messieurs ont une telle frousse d'être jetés de la mairie dimanche, qu'ils vont jusqu'à parader dans l'usine... et même dans les locaux syndicaux de la CFDT, où nous nous trouvions hier matin ; nous en avons profité pour demander à l'adjoint au maire qui se trouvait là ce qu'il comptait faire pour soutenir ceux de BSN... Ce ne fut que bégalements gênés ; et quand nous lui dirons que son «apolitisme» nous paraissait pour le moins suspect, que ses gestes, allées et venues, désordonnés depuis quelques jours a été motivé uniquement par la peur de perdre son strapontin et ceci devant les ouvriers et ouvrières réunies dans le local syndical, ce monsieur, sans doute peu habitué à la critique, partira en disant «que tout cela n'avait rien à voir, mais vraiment rien à voir avec les consultations électorales». Prenant à témoin, les travailleurs présents... qui n'entreront pas dans son jeu, se contentant au contraire d'un sourire sans équivoque. Voilà un monsieur dont la carrière risque bien de s'arrêter dimanche.

Pour l'ensemble, Riboud maintient les licenciements puisqu'il a proposé aux organisations syndicales, de contacter la direction départementale de la main-d'œuvre... pour obtenir de sa part des ressources complémentaires qui seront attribuées «aux salariés licenciés et à ceux mutés dans d'autres entreprises».

En clair, ce que Riboud appelle mutations, ce sont ces «reclassements». De quoi s'agit-il ? M. Riboud vient d'acheter un terrain de un milliard 400 millions et il propose à certains travailleurs d'être reclassés d'abord chez Rossignol... des quenelles Rossignol, une usine qui s'installerait en juillet. Des femmes se verraient proposer «ce choix» ; «une conditionneuse» me dira l'une d'entre elles, «perdrait ainsi 520 F par mois».

Toujours en ce qui concerne ces reclassements, Riboud fait deux autres propositions dont le contenu permet de se faire une idée bien plus précise de son cynisme ; qu'on en juge : il prévoit que les ouvriers soient reclassés chez Ferrari, une usine qui n'est pas encore installée et le serait, le cas échéant, à... St Chamond, à 12 km et où les travailleurs perdraient 830 F sur leur paie ! La perte de salaire serait identique pour les ouvriers qui accepteraient d'aller travailler à la société de forgeage de Rive-de-Gier (SFR) et avec qui, Riboud est aussi en contact. Perte de salaire est d'ailleurs un euphémisme quand on sait que dans cette usine, il existe une «particularité» :

les travailleurs en quelques mois ont déjà été obligés de mener deux grèves pour que leurs salaires soient payés ! De plus, des menaces de licenciements y planent ! Voilà les propositions de Riboud. Antoine Pinay, maire de St Chamond, le médiateur qualifié, tard en fin de soirée mercredi, en ces termes : «Les négociations ont été fort courtoises et très constructives. Je demeure très optimiste. Il me semble que nous allons pouvoir sortir du tunnel !»

Toujours est-il que les organisations syndicales doivent rencontrer à nouveau, le «médiateur» demain pour une nouvelle réunion. Qu'en ressortira-t-il ? Rien sans doute !

RIBOUD : «JE VAIS FERMER L'USINE»

Il est évident que c'est du côté de la mobilisation et du rapport de force, qu'il va falloir travailler les jours prochains ; à ce propos, une initiative importante a lieu aujourd'hui : une grève de 8 heures du secteur emballage de toutes les usines de BSN en soutien bien sûr aux ouvriers de Rive, mais aussi parce que les licenciements camouflés, mais bien réels, planent un peu partout chez BSN : départ en retraite non retraités, blocage de l'embauche, etc... Mais face à cette offensive, Riboud n'a pas renoncé à ces objectifs. Il vient d'envoyer une lettre à chacun des grévistes où il faisait «des propositions» de la façon suivante : «Considérant d'avoir recherché et trouvé des solutions prenant en charge les problèmes sociaux et humains (1) nous nous devons de percevoir en priorité, que, faute d'un dialogue constructif, nous allons engager avec les pouvoirs publics, la procédure de fermeture définitive et totale de l'activité de gobelinerie à Rive-de-Gier». En clair, il propose la chose suivante aux travailleurs : soit accepter les reclassements avec perte de salaire, déqualification, éloignement quotidien que cela suppose, soit il met tout le monde à la porte. Mais Riboud, parallèlement à cette lettre multiplie les manœuvres. Il vient de mettre en place une «antenne» dans un village proche de Rive-de-Gier, où il invite les travailleurs à venir s'inscrire pour la reprise du travail.

Il serait faux de dire que ces pressions conjuguées ne pèsent en rien sur la lutte. Il serait faux en conséquence, de ne pas rapidement donner un nouveau souffle à celle-ci en offrant rapidement des perspectives afin que la vaste mobilisation opérée lors de la journée «ville morte», il y a 48 heures, ne retombe pas.

Richard FEUILLET

## Les luttes dans la Loire

**ELASTELLE (LE PUY) : DES REVENDICATIONS NON SATISFAITES DEPUIS 26 MOIS**

Les ouvriers de l'entreprise Elastelle au Puy ont choisi pour débiter une lutte qui sera peut-être longue. Il s'agit d'organiser des débrayages dans les ateliers, durant 1 h chaque jour. Le mouvement a commencé il y a quelques jours seulement ; de nombreuses et importantes revendications ont été inscrites sur le cahier :

- Une 5<sup>e</sup> semaine de congés payés
- La suppression des contrats d'embauche temporaire
- Extension des contrats définitifs à tous
- 200 F uniformes pour tous

Hier, alors que le mouvement a été suivi par la quasi totalité des travailleurs (80 %), la section CFDT a appelé à une AG : ce fut un appel largement entendu et suivi. Que les travailleurs n'aient nullement envie de s'arrêter en si bon chemin, se comprend aisément, quand on sait que la direction refuse de donner satisfaction sur quoi que ce soit... depuis 26 mois !

Il faut dire que le groupe Gold-Zack a racheté Elastelle alors «en difficulté» il y a 3 ans et le chantage à l'emploi : «Si vous faites grève, on abandonne l'usine» n'est sans doute pas pour rien dans l'intransigeance qu'a pu impunément brandir la direction durant tout ce temps. Mais les temps changent ! «Avoir un emploi... mais pas au prix de salaire de misère».

Ils refusent comme des milliers d'autres, dans diverses régions de France comme la Loire, la politique du patronat de «décentralisation». Cela consiste pour lui à s'installer dans telle ou telle région durant 5 ans en jouant sur le taux de chômage élevé. C'est le cas de la Gold-Zack, qui a eu des avantages financiers énormes, lors du rachat de l'usine, et qui aujourd'hui prétend instaurer pour fermer la boucle, le travail au rendement. Les travailleurs continuent l'action, et envisagent même de l'étendre. La CFDT a rencontré FO afin qu'une action commune soit envisagée. FO peut difficilement refuser, tant il est vrai que les quelques travailleurs de leur groupe commencent à juste titre à s'interroger sérieusement sur le pourquoi de l'inaction de leur syndicat.

Correspondant

## NOUVELLES GALERIES DE St-ÉTIENNE

Il y a quelque temps, la direction des N.G de St-Étienne, licencierait un délégué CGT, jugé trop combatif, M Paul Cobandier. La mobilisation de ses camarades a obligé l'inspecteur du travail à refuser ce licenciement. Le directeur du magasin a clairement fait savoir qu'il voulait de la sorte détruire la section CGT et a contre-attaqué par un rapport hiérarchique auprès de Beullac, bien connu pour avoir jeté à la rue depuis quelques mois une dizaine de délégués syndicaux. Dans le magasin, les travailleurs eux aussi, ont contre-attaqué en observant deux débrayages de 3 heures. Le fait que 30 licenciements soient prévus à court terme, montre un peu mieux que la bataille pour les revendications et la défense des droits syndicaux vont de paire !

Correspondant

## Du travail pour tous à la SESCOSEM

A la Sescosem de St Egrève, la direction projetait de licencier deux ouvrières dont le contrat de travail arrive à expiration. La mobilisation des ouvrières l'en a empêché. Accompagnée chacune par plusieurs dizaines de leurs camarades de travail, les deux filles sont venues reprendre leur place dans l'usine. Les pressions exercées par les différents agents de maîtrise, comme le blâme infligé à un régleur (délégué CGT) qui avait préparé la presse d'une des deux ouvrières pour qu'elle puisse travailler, n'ont pas fait d'effet. La direction a fait intervenir jusqu'à un huissier pour constater «l'illégalité» commise. Il a dû repartir !

Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre de la lutte engagée par les travailleurs de la Sescosem contre les réductions d'effectifs prévues par la direction de la Thomson-CSF à l'usine de St Egrève ainsi qu'à celle d'Aix en Provence.

## Aix-en-Provence

### 34 mois après, des négriers sont enfin condamnés

Le 30 avril 74, une plainte est déposée par des travailleurs turcs pour «trafic de main d'œuvre clandestine» contre MM Aymé et Jean Paul Bernard, le père et le fils. Sous le couvert d'un échange culturel entre la municipalité turque de Samandag et Marseille, ces deux esclavagistes avec l'aide d'un dénommé Aslan, puis directement avec leur directeur administratif, faisaient venir des travailleurs turcs sous l'étiquette «touristes» en leur faisant traverser la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Italie dans des autocars d'une société internationale (Nurretin Guen), munis d'un simple passeport. Moyennant 3 500 F que ces travailleurs réunissaient en vendant tout ce qu'ils possédaient ou même en s'endettant. Parqués dans la carrière de Peyrolles (près d'Aix) ils travaillaient de 14 h à 21 h et de 2 h du matin, 6

jours par semaine et dormaient dans des baraques sans hygiène, ni sécurité. Pour chaque 5 minutes de retard, ces négriers leur enlevaient 50 F, ce qui leur permettait de ne payer que 1 800 F pour 458 h de travail soit environ 4 F de l'heure.

En pleine campagne contre la circulaire raciste Fontanet, de nombreux progressistes, anti-racistes s'étaient mobilisés pour soutenir leur lutte avec l'UL CFDT d'Aix-en-Provence. Le 29 septembre dernier la justice bourgeoise avait permis à l'avocat véreux des Bernard de contester la validité de la traduction des correspondances des familles, du turc en français. Le 7 mars le jugement a été enfin rendu : le père est relaxé tandis que le fils Bernard a été condamné à 6 mois de prison avec sursis, 10 000 F

d'amende, 6 000 F à verser à chacun des 10 travailleurs turcs et 1 000 F à la CFDT. C'est évidemment une peine bien légère pour ces esclavagistes modernes, qui sans la mobilisation aurait été encore plus insignifiante.

R.R

● La situation de l'emploi ne cesse de se dégrader dans l'imprimerie de la région Rhône-Alpes. Le 4 mars, l'entreprise Allier à Grenoble déposait son bilan. Ce dépôt intervenait après ceux de la SPE à Anecy, d'Imprima à Rive-de-Giers, de Gauthier à Villeurbanne, de SIDRAD à Vaulx-en-Velin.

Dans toute la région, 500 travailleurs du Livre se retrouvent ainsi sans emploi.

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Contre la centrale nucléaire 2 000 manifestants à Cherbourg 700 à Flamanville

Après l'expulsion par les gardes mobiles des occupants du site de la centrale nucléaire, deux manifestations de protestation ont eu lieu. L'une à Flamanville a réuni 700 paysans aux abords de la centrale. Des manifestants ont dégonflé les pneus du chef de chantier d'une des entreprises participant aux travaux et ont apposé des auto-collants sur son pare-brise.

Après cette manifestation, les paysans se rendaient à Cherbourg où ils se sont joints à d'autres opposants au programme nucléaire. A l'appel du CRILAN (Comité Régional d'Information et de liaison anti-nucléaire) et du comité départemental de défense des agriculteurs, ils étaient 2 000 à manifester dans le centre de Cherbourg. Le défilé passait devant la sous-préfecture qui restait close et l'EDF.

Une motion était adressée au Conseil des Ministres demandant la suspension des travaux et s'élevant contre l'occupation militaire du site. La motion demande enfin que «soient levées toutes les inculpations» et «que cessent les mesures d'intimidation policière, que les gardes mobiles quittent les champs des particuliers, qu'ils quittent le site».

## Trafic de main d'œuvre à Saint-Raphaël

La suspension officielle de l'immigration a entre autres avantages pour certains patrons de se fournir en main d'œuvre clandestine donc exploitable à merci. A Saint-Raphaël un trafic de main d'œuvre clandestine vient d'être découvert. Il était organisé par un Yougoslave bénéficiant du statut de réfugié politique. Il avait fondé à Saint-Raphaël une société de construction Tragemi S.A., qui était en fait le couvert d'une entreprise intérimaire. Tragemi avait des succursales en Suisse, en Italie et à Mulhouse. Le recrutement se faisait en Italie, des ouvriers étaient embauchés par des petites annonces alléchantes. Arrivés clandestinement en France, ils étaient répartis sur des chantiers de la région de Saint-Raphaël. Les entreprises clientes se voyaient facturer cette main d'œuvre 27 francs de l'heure, mais les ouvriers ne touchaient que 13 francs de l'heure. Le négrier, Pavlovic est en fuite, son complice Daniel Rochin a été écroué.

## L'interrogatoire de De Varga se poursuit

Le juge Floch poursuit l'interrogatoire de De Varga, inculpé dans le meurtre de De Broglie. L'enquête du juge a porté sur les relations entre De Varga, Simoné et De Broglie. De Varga connaissait depuis 1973 le policier véreux Simoné, il lui prêta 30 000 francs puis obtint de De Broglie pour le même Simoné un prêt de 100 000 francs. Pourquoi un député accepterait-il de prêter une telle somme à un inspecteur de police ? Quel rôle exact jouait Simoné qui ne fut jamais inquiété et poursuivit sa carrière d'inspecteur de police, malgré toutes les charges qui pesaient sur lui et son train de vie anormal ? Des questions que le juge Floch pourra difficilement éclaircir.

## Procès à huis clos du juge Pascal pour «violation du secret de l'instruction»

Les bourgeois ont la haine tenace, le juge Pascal, déjà désaisi de plusieurs dossiers dont celui du meurtre de Brigitte Dewèvre et celui de la catastrophe minière de Liévin est poursuivi également pour «violation du secret de l'instruction». La chambre d'accusation de la Cour d'appel de Rennes devait décider hier s'il y avait lieu de poursuivre le juge Pascal en correctionnelle ou de prononcer un non-lieu. Il est reproché au juge Pascal d'avoir dans un interview à «Paris-Match» divulgué certains aspects de l'affaire de Bruay-en-Artois. Leroy, le notaire qui a été incarcéré par le juge Pascal, puis libéré faute de preuves suffisantes, avait porté plainte pour «violation du secret de l'instruction».

# DES DECHETS RADIOACTIFS DANS UNE DECHARGE PUBLIQUE

La direction de l'usine de retraitement de La Hague nie ses responsabilités. Elle ne serait pour rien dans le rejet dans une décharge publique à Valognes de matériel usagé, contaminé au plutonium. Selon elle, tout cela serait d'origine malveillante ; elle va même jusqu'à insinuer que les opposants au nucléaire sont à l'origine de l'affaire. Le voleur crie au vol ! Elle écrit en effet dans un communiqué : «Une fois encore, il ne peut être exclu que cette affaire dont l'origine malveillante semble évidente n'entre dans le cadre concerté de la campagne anti-nucléaire qui se développe actuellement tant au plan local qu'au plan national».

Cette explication ne tient pas, on ne rentre pas au centre de La Hague sans montrer de laisser-passer, et si n'importe qui pouvait subtiliser du matériel à l'insu du service de surveillance il y aurait lieu de s'inquiéter. A moins que la direction ne veuille insinuer que des syndicalistes sont à l'origine de l'affaire. Mercredi soir des contrôles de type policier étaient effectués à la sortie de l'usine.

En fait comme le pense la CFDT il s'agit semble-t-il

d'une négligence. Une entreprise, la société Grisel avait été chargée de procéder à l'enlèvement de pièces métalliques encombrantes non contaminées. Ces pièces étaient revêtues de l'étiquette à trèfle blanc sur fond bleu attestant qu'elles n'avaient jamais été en contact avec des matières nucléaires. En procédant à l'enlèvement de ces pièces, l'entreprise a-t-elle également pris un lot de pièces

en inox contaminées avec l'étiquette trèfle jaune sur fond violet signalant le danger ? C'est une possibilité. Ce travail était effectué par des non spécialistes. Toujours est-il qu'il n'y a eu aucun contrôle des matériaux sortis. La direction du centre de La Hague est donc pleinement responsable. La CFDT a demandé à plusieurs reprises que des contrôles soient effectués chez le ferrailleur qui a

découvert les pièces et sur tous ceux qui ont pu être en contact avec les déchets. La direction du centre de La Hague s'obstine à refuser arguant de la faible contamination des déchets.

Cette nouvelle bavure montre qu'un accident plus grave n'est pas à exclure en raison de la politique de rentabilisation menée à La Hague et dans les autres usines nucléaires.



2 000 manifestants à Cherbourg contre la centrale nucléaire de Flamanville.

## Communiqué du SNPEA CFDT de La Hague

SNPEA CFDT  
LA HAGUE

Le 9 mars 1977

### LA COGEMA A-T-ELLE RÉVÉLÉ LE PROBLÈME DU STOCKAGE DES DÉCHETS ?

A la réunion du C.H.S. en décembre 1976 la direction du centre de La Hague a déclaré qu'elle ferait une opération «Emmaüs» pour évacuer les déchets qui encombraient les bâtiments nucléaires.

Eh bien, elle a tenu parole... Il a été retrouvé un tas (la valeur d'un camion) de matériels divers contaminés (tuyauteries, lèchefrites, ...) chez un ferrailleur de Valognes.

La découverte fut faite incidemment par un œil sensible au balisage radioactif en vigueur sur le Centre (trèfle jaune sur fond violet qui indique une contamination alpha).

La section CFDT ne peut donner le degré de contamination réel de ces matériels car l'Administration, au cours de la C.H.S. exceptionnelle de ce matin, n'a donné aucune précision. Par contre, la C.F.D.T. a demandé à la direction du Centre :  
— qu'un contrôle des lieux

soit effectué chez ce ferrailleur par le service compétent en technique et mesure des rayonnements ionisants — qu'un contrôle médical des employés et de ce ferrailleur soit effectué — et que les clients éventuels ayant touché à ces déchets se fassent connaître au Centre de La Hague.

D'après l'administration, il n'y a aucun problème qui nécessite ces mesures ; la CFDT sera aussi affirmative quand ces contrôles auront eu lieu. Ce qui permettrait de lever l'ambiguïté au niveau de la fonction commerciale de ce ferrailleur.

Est-ce le cas unique ?... Depuis des années, la CFDT a toujours mis en avant la politique de suivi des déchets ; une fois de plus, nous constatons que nous avons raison. Nous continuons à condamner à la façon dont sont gérés les matériaux contaminés. Nous demandons :  
— que la sécurité sur le site et dans l'environnement retrouve ses lettres de noblesse,  
— que les hommes qui en ont la charge aient effectivement les moyens de manière à inspirer confiance mais aussi faire autorité pour contribuer, face à l'opinion, à l'image de marque du Commissariat à l'Énergie Atomique.

Pendant les trois mois de grève, le personnel du Centre de La Hague a toujours mis en avant de ses revendications la sécurité des travailleurs et des populations. La COGEMA confir-

me ce que nous avançons : la notion de rentabilité et de profit dans une usine de Retraitement de Combustible Nucléaire est incompatible avec la sécurité.

## Périgueux

### 6 MOIS AVEC SURSIS POUR UN ASSASSINAT DE SANG FROID

Le tribunal de Périgueux a rendu un verdict scandaleux mercredi. Il a condamné à six mois de prison avec sursis l'assassin d'un jeune, qui traversait une propriété privée.

Le 22 août 1976, Olivier Morel d'Arleux, responsable du secteur étudiant du PSU voyageait en 2 CV en compagnie de son frère, sa soeur et leur cousin. Vers 21 h 30 ils empruntaient par mégarde un chemin sans voir une pancarte «défense d'entrer». Ce chemin les conduisit dans la cour d'honneur du château de Montferrier, propriété du comte et de la comtesse de Hennezel de Franconay. La propriété est bien défendue, des chiens se précipitent sur la 2 CV qui fait demi-tour pour se retrouver face au gardien armé d'un fusil qui les oblige à descendre sous

la menace pour les emmener à son patron. Olivier le suit, puis fait demi-tour pour aller éteindre les phares de sa 2 CV. Il n'a pas le temps d'y parvenir, le garde tire et le tue d'une balle dans la tête. Le garde ne s'est pas affolé, il n'y avait aucune attitude menaçante de la part d'Olivier, et il a tiré pour tuer : c'est un ancien militaire portugais d'Angola. Il sera pourtant inculpé d'homicide involontaire et le procureur de la République lui accordera la légitime défense.

Le propriétaire du château a félicité son garde pour sa défense intransigeante de la propriété privée, le tribunal de Périgueux lui a donné raison : il est permis de tuer pour punir toute intrusion, même involontaire dans une propriété privée, la défense des privilèges de la classe dominante est à ce prix.

Fin de la visite de Rabin aux Etats-Unis

## SOUTIEN RENFORCE

Au cours de la visite de Rabin, premier ministre sioniste aux Etats-Unis, des entretiens ont eu lieu avec Carter. Celui-ci a voulu prouver son attachement excessif à l'Etat d'Israël en disant que cet Etat devait avoir des «frontières défendables». Aucun président américain n'avaient encore formulé la question en ce terme. L'administration Ford parlait seulement de «frontières sûres et reconnues». Les «frontières défendables» de l'Etat sioniste incluent une par-

tie des terres occupées en 67 ; le Golan syrien, le Sinaï égyptien et la Cisjordanie et Gaza palestiniens. Cette formulation nouvelle a beaucoup satisfait Rabin qui a discuté avec les journalistes américains essentiellement sur cette question. Parlant de la question de l'armement, Rabin a dit qu'«Israël doit être capable de se défendre par lui-même», et a remercié les Américains pour leur compréhension de ce problème : résultat : il n'y aura pas de réduction des

livraisons d'armes, Israël recevra bientôt les chasseurs F 16 qu'il a commandés. Un milliard de dollars est réservé par l'aide américaine à l'armement. Quand il s'agit d'aider le bastion de l'impérialisme dans la région, Carter se soucie peu de regarder la question des droits de l'homme comme il le fait au Brésil. Au contraire, il renforce sa position. L'attitude de la nouvelle administration Carter porte un coup aux illusions arabes sur la politique amé-

ricaine au Proche-Orient. Cette politique éloigne les chances d'un «règlement» à la Conférence de Genève. Elle prépare la guerre d'agression sioniste contre les pays arabes. C'est ce qui inquiète ces derniers qui, dans la bouche même de Hussein, ont exprimé leur crainte de ne pas aboutir à un règlement, vu la force militaire d'Israël, car «si Israël est fort, pourquoi accepterait-il de reculer ?»

Yomna el Khalil

## APRES LA RENCONTRE ARAFAT-HUSSEIN

Le sommet arabo-africain du Caire qui vient de se terminer a été l'occasion de la première rencontre Yasser Arafat, président de l'OLP et du roi Hussein, depuis octobre 1970, depuis que le roi, par le massacre, a contraint les fedayin de quitter la Jordanie, et opéré un rapprochement avec Israël. A ce moment, croyant avoir définitivement écrasé la Résistance Palestinienne, il prétendra représenter les Palestiniens sur la scène internationale. Sa prétention sera anéantie lors du sommet arabe de Rabat en 1974, qui reconnaît l'OLP comme le seul représentant du peuple palestinien. Isolé parmi les pays arabes, sans rien obtenir pour autant de son rapprochement avec Israël, au lendemain de la guerre d'octobre 1973 à laquelle il n'a pas participé, le roi Hussein commence à renouer des liens avec les pays arabes du champ de bataille. L'éventualité d'une paix négociée, qui réduirait la Résistance à un rôle marginal, est ouverte par les accords sur le Golan et le Sinaï ainsi que par l'accord séparé signé par Sadate avec Israël. Ces positions ont pour logique de réduire la revendication nationale palestinienne à un Etat croupion entre Israël et la Jordanie qui dépendrait en partie du royaume.

arabe, les pays du champ de bataille, parce que depuis 70, les années lui ont montré qu'il ne pouvait rien espérer en faisant cavalier seul.

Cependant aujourd'hui, deux choses sont décisives : d'abord les événements du Liban ont conduit à mettre

reculer en rien en échange de «frontières sûres et reconnues». Et les Etats Unis l'encouragent et l'arment plus massivement que jamais et soutiennent ses prétentions d'annexion.

Ainsi, la rencontre de Yasser Arafat et de Hussein marque à la fois l'échec de



sur pied un rapport de force défavorable à la Résistance, mais n'ont pu la soumettre et encore moins la liquider.

Si bien que Hussein doit réintégrer le front arabe en admettant l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien.

Ensuite, Israël n'est prêt à

la politique suivie par Hussein et la reconnaissance de l'OLP à laquelle les régimes arabes du champ de bataille sont contraints malgré les tentatives contre elle d'une part, d'autre part elle souligne que l'OLP et le peuple palestinien d'un côté, la Jordanie et le peuple jordanien de l'autre ont face à Israël un intérêt commun.

## PRISES D'OTAGES A WASHINGTON

En fin d'après-midi, mercredi, les terroristes demandaient que leur soient livrés les assassins de sept de leurs membres, tués en 1973 par une secte rivale, «La Nation Islamique».

Au cours des opérations menées par les commandos, un reporter d'une station de radio, et un garde ont été tués et plusieurs personnes blessées. Le maire de Washington s'est barricadé dans son bureau au moment de l'arrivée du commando.

Jeudi, en fin de matinée, le responsable des commandos précisait que si satisfaction ne leur était pas donnée, il exécuterait un à un les otages.

Il reprécisait ses exigences :

- interdiction du film «Mohamed, prophète de Dieu»,
- que lui soit livré Mohamed Ali (Cassius Clay) afin qu'il présente ses excuses,
- que leur soit livré également cinq membres du groupe «Nation Islamique», emprisonnés à la suite de l'assassinat de sept membres de la secte Hannafi.

A midi, le responsable de la police fédérale de Washington annonce qu'il n'était pas envisagé une intervention immédiate et que les négociations se poursuivaient. Il n'était pas envisagé cependant de céder aux demandes des commandos. Les policiers encerclent tous les immeubles.

### En bref...

**CALLAGHAN : A WASHINGTON EN CONCORDE**

● Callaghan, premier ministre anglais, s'est offert la traversée de l'Atlantique en Concorde pour contribuer à la défense de l'avion franco-britannique auprès de Carter. Leurs conversations porteront également sur la conférence au sommet des pays industrialisés qui doit se tenir à Londres les 7 et 8 mai. Callaghan a déclaré qu'il s'emploierait à renforcer les relations spéciales entre les USA et l'Angleterre.

**ESPAGNE : LÉGISLATIVES LE 5 JUIN ? CARRILLO : SUAREZ MENE UNE BONNE POLITIQUE**

● Le ministre autrichien des affaires étrangères, en visite officielle à Madrid a déclaré à la presse, après une entrevue avec Suarez, que les élections législatives auraient lieu le 5 juin. D'après le même ministre, Suarez serait favorable à la légalisation du PCE, mais a-t-il ajouté, «la décision dépend maintenant du tribunal suprême...»

De son côté, Carrillo commence sa campagne électorale en toute quiétude. A Oviédo, dans les Asturies, il a déclaré : «Le gouvernement actuel mène une politique meilleure de ce que tout le monde ou presque avait escompté...»

Carrillo espère-t-il entrer au gouvernement pour convaincre le «presque»...?

### Qui sont les Blacks Muslins

Organisation fondée vers les années 60, elle représentait la volonté des Afro-Américains de s'organiser et de lutter contre le racisme, elle a compté dans ces rangs des dirigeants célèbres de la lutte des Afro-Américains comme Malcom X, et Carmichaël. Ce dernier devait quitter l'organisation pour fonder les «Black Panthers», organisation qui entendait lutter de façon plus radicale contre le racisme, devant l'échec des expériences «non violentes». Cependant les sectes musulmanes noires continuèrent d'exister.

Les commandos, auteurs des prises d'otages d'aujourd'hui, font partie d'un groupe qui a scissionné des black muslins, le groupe Hannafi.

L'autre groupe, la nation Islamique dont Hannafi réclame les auteurs des assassinats de ses membres en 73, est également un groupe dissident des black muslins.

### Pays Basque : manifestations après l'assassinat de 2 militants de l'ETA

Après l'assassinat de deux membres de l'ETA par la garde civile au cours d'un affrontement, une manifestation d'au moins 4 000 personnes s'est déroulée mercredi à San Sébastian. Des arrêts de travail mobilisant plus de 30 000 ouvriers ont été observés en signe de protestation et de deuil dans la province de Guipuzcoa.

Par ailleurs on annonce l'arrestation de 6 militants de l'ORT à Valence et le démantèlement d'une imprimerie clandestine servant au travail de cette organisation.

### L'ONU condamne le Chili

La commission des droits de l'homme de l'ONU réunie à Genève a finalement voté mercredi soir, par 26 voix contre une (celle de l'Uruguay) et 5 abstentions (Costa Rica, Equateur, Panama, Pérou, et Jordanie), la résolution condamnant les violations des droits de l'homme au Chili. La motion, qui dénonce explicitement «la pratique institutionnalisée de la torture» s'engage de plus à examiner les moyens de fournir une aide matérielle et juridique aux prisonniers chiliens et à leurs familles. L'observateur de la junte qui assistait aux débats a tenté de se défendre en niant et en arguant du fait que la durée de l'état de siège est une question intérieure à chaque pays.

C'est la quatrième fois que le fascisme chilien est dénoncé à l'ONU, mais c'est la première fois que les USA s'associent à une telle condamnation, s'associant même à la délégation cubaine pour élaborer le texte de la résolution.

# INTERNATIONAL

## CARTER ET LES DROITS DE L'HOMME

Dans une conférence de presse donnée le 8 mars, l'ambassadeur US à l'ONU, Andrew Young, a déclaré que l'on pourrait utiliser les troupes américaines comme partie intégrante des forces de maintien de la paix de l'ONU en Rhodésie, mais qu'en aucun cas on ne les enverrait se battre dans ce pays ou en Afrique du Sud. De cette manière les troupes US pourraient pénétrer légalement en Rhodésie. C'est sous l'appellation de «forces de l'ONU» que les troupes US sont restées en Corée !

Young a déclaré : «Je n'envisage pas de situation dans laquelle nous aurions à intervenir aux côtés des Sud-Africains. C'est plutôt à une guerre civile là-bas, chez eux, que nous aurions affaire. Je ne devrais peut-être pas dire cela, mais je le crois sincèrement».

«Une force armée qui est composée à 30% de noirs ne se battra jamais aux côtés des Sud-Africains. Le président comprend trop bien le racisme blanc pour ne jamais s'aligner sur lui».

### L'APARTHEID CONDAMNÉ...

Young a par ailleurs déclaré qu'il espérait pouvoir éviter ce mois-ci d'avoir à opposer son veto à une résolution de l'ONU sur l'Apartheid, et qu'il pourrait même soutenir dans la mesure où elle ne serait pas «totalement destructrice» pour le gouvernement sud-africain ; que la règle de la majorité s'imposait vraisemblablement dans les 10 années à venir en Afrique du Sud, mais que le régime était assez fort encore pour mettre à bas toute menace à son existence, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'extérieur.

Ainsi, le gouvernement de Carter prend de plus en plus ses distances vis-à-vis des régimes racistes d'Afrique du Sud. La raison ? Pour les USA aujourd'hui, l'heure n'est plus propice pour heurter de front les peuples du Tiers-Monde. En effet selon Young :

### ... POUR LAISSER MOINS DE PRISE AU SOCIAL IMPÉRIALISME

«Il n'y a pas de véritable danger d'intervention militaire soviétique ou cubaine en Afrique du Sud, parce qu'il n'y a pas de groupe d'opposition qui refuse de se retourner vers les Etats-Unis» pour son commerce et ses relations économiques «une fois qu'il est au pouvoir».

Ainsi, la position des USA est claire : devant le mouvement inéluctable de libération en Afrique, ils sont prêts à délaissier leurs anciens alliés pour ne pas heurter de front cette force montante et préserver ainsi leurs possibilités d'intervention.

Ainsi, toujours selon Young, l'intervention cubaine en Angola est en train de se renforcer en un «Sud-Vietnam». «C'est un pays formidable. Les Cubains n'ont pas la force de le stabiliser. Ils son entrés dans une guerre d'usure. Une douzaine en moyenne de cubains —peut-être plus— retournent à Cuba chaque semaine, et les gens demandent, pourquoi aller se faire tuer là-bas ?»

### PARTOUT SE DONNER BON VISAGE

«Nous prendrons des initiatives aussi sur la question de la Corée du Sud et des Philippines. Nous avons envoyé des messages personnels, personne n'y a échappé».

Ces messages mettent au premier plan le «respect des Droits de l'Homme», dont les USA tentent aujourd'hui, de se faire un visa auprès des peuples exploités.

Young, a en effet souligné qu'il agissait sous la direction directe du président et du secrétaire d'Etat, et qu'il n'essayait pas de se construire un «empire» personnel en se servant de sa mission à l'ONU.

### LES «DROITS DE L'HOMME» COMME MONNAIE D'ÉCHANGE

«Si nous n'apportons pas beaucoup d'intérêt aux droits de l'homme en Afrique du Sud», a déclaré cyniquement Young, «nous ne pouvons pas compter sur le Nigéria pour nous fournir du pétrole. Nous nous trouvons en face d'un bloc de 47 nations qui s'opposent à nos systématiquement dans toutes les rencontres internationales. Elles ne peuvent pas nous éliminer, mais elles peuvent beaucoup contre nos initiatives, par exemple, au Moyen-Orient».

### POUR MAINTENIR L'ÉTAT D'ISRAËL

Selon Young, la campagne américaine pour les Droits de l'Homme en Israël a déjà amené «un certain assouplissement dans le discours des pays africains contre Israël. J'ai toujours soutenu que l'hostilité contre Israël était liée à la négligence dont souffrait l'Afrique de notre part» a-t-il dit. «Quand les pays africains ne pouvaient pas attirer notre attention par un autre moyen, ils le faisaient en attaquant Israël. Maintenant que l'Afrique attire notre attention, ils sont en passe de devenir très coopératif».

## Guadeloupe

### EN LUTTE CONTRE LE COLONIALISME FRANÇAIS

# LA GREVE DES COUPEURS DE CANNE

Depuis le 8 février, les ouvriers agricoles, les petits paysans guadeloupéens, organisés au sein de l'UTA et de l'UPG, sont en grève. Ils exigent un prix de 170 F pour une tonne de canne, une hausse de 10% des salaires les plus bas, avec répercussion uniforme pour l'ensemble des salaires, la garantie de dix jours de travail pendant la durée de la campagne sucrière. Localisée aux points les plus importants de la production, cette grève a déjà bloqué totalement l'approvisionnement de trois usines.

Les ouvriers agricoles guadeloupéens, les petits planteurs, dont la plupart sont contraints d'aller en journée, sont entièrement livrés à la merci des gros capitalistes usiniers. Même en pleine campagne su-

crière, ils ne trouvent souvent de l'embauche qu'un jour par semaine : le pouvoir colonial a jugé plus rentable de les mettre au chômage en développant la mécanisation de la coupe et du ramassage de la canne. Cela devrait servir à les diviser. L'unité dans la lutte qu'ils mènent aujourd'hui est déjà un échec cuisant pour le pouvoir colonial.

### GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE GUADELOUPE

Depuis le 9 février, le personnel de la SIG est lui aussi entré en lutte. Avec l'UGTG (Union Centrale des Travailleurs Guadeloupéens) ils demandent : —un salaire minimum de 1 484 F.

—la levée immédiate des sanctions prises contre un délégué syndical.

Ces travailleurs ne sont pas seuls en lutte : ailleurs aussi, des grèves, de puissants mouvements revendicatifs se développent.

Dans l'hôtellerie, où depuis le 20 janvier, le personnel de l'hôtel Méridien est en grève pour la réintégration d'un employé licencié, des hausses de salaires, une amélioration des conditions de travail. D'autres hôtels aussi (Framtel, Copatel, Holiday Inn) sont entrés dans le mouvement.

### DÉJÀ, PLUSIEURS VICTOIRES

Devant l'ampleur prise par la lutte des travailleurs de la S.E.G.T. (Société d'Élevage

de la Grande Terre), la direction a dû céder et accorder les hausses de salaire.

Début février, élèves, enseignants, personnels ont contraint l'administration du lycée et du CET de Baimbridge à prendre des mesures pour assurer une meilleure sécurité dans l'établissement et sur la route y conduisant. Au Lamentin et au Moule, les élèves sont en grève pour exiger de meilleures conditions d'étude.

Par ailleurs, d'importantes luttes sont en cours ou ont été menées dans le bâtiment et les travaux publics au cours des derniers mois. Dans cette flambée de lutte, c'est tout le peuple guadeloupéen qui s'oppose à l'État colonialiste français.

Suzanne VALLÉE

## Les rapports entre le Brésil et les USA

### «RIEN NE VA PLUS» ?

# LA VENTE D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE AU BRÉSIL

Par Hélène Varjac

La vente d'une centrale nucléaire par l'Allemagne au Brésil constitue la pierre angulaire de la détérioration des relations entre les USA et le Brésil. Il y a 2 ans, un contrat avait été signé avec l'Allemagne, portant sur 9 réacteurs et 2 usines de récupération et d'enrichissement des déchets atomiques. Par là, la voie est ouverte pour la fabrication d'une bombe atomique. Le journal «Do Brasil» a déclaré que «à partir de 1990, la force nucléaire du pays n'acceptera aucune limite». Voilà qui est clair. La prolifération des armes nucléaires ne peut qu'inquiéter les 2 super-puissances qui virent leur monopole menacé. Bien que le Brésil ait accepté le traité de non-prolifération des armes atomiques de 1968, il peut à tout moment décider d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins non pacifiques. Il va bénéficier de la technologie allemande, et aussi de l'avance, en la matière, de son voisin Argentin. L'Argentine possède déjà une usine à 80 km de Buenos Aires, et en aura une autre bientôt à Cordoba.

### LES USA ET LE NUCLÉAIRE

Or la politique de Carter depuis son élection est de préconiser la réduction des armes nucléaires. Cette attitude, qui ne peut que réjouir le social-impérialisme soviétique, entre en contradiction directe avec le projet nucléaire brésilien.



Une des usines allemandes au Brésil

che de leurs frontières d'un pays disposant de l'arme atomique. D'abord parce que la situation de ces dictatures n'est pas aussi assurée que l'on croit. Le feu couvé en Amérique Latine et la tentative de mettre en place une «façade démocratique» est aussitôt utilisée par les masses pour accroître leurs luttes.

En second lieu, parce que le social-impérialisme soviétique essaie de convaincre partout où il peut. N'est-il pas devenu le meilleur client de la dictature argentine ? N'est-il pas un important

fournisseur d'armes du Pérou ? N'a-t-il pas essayé de s'implanter en Equateur ? Et si demain au Brésil ?...

### LA «POLITIQUE DE RISQUES CALCULÉS»

C'est là qu'intervient justement les limites de la «politique de risques calculés» des USA. Carter ne peut se permettre de laisser trop de champ libre au Brésil. Il a déjà du mal à s'accommoder des contradictions secondaires qui ont surgi ces dernières années. Il doit compter sur un puissant allié et son allié lui est bien utile dans l'ensemble de l'Amérique Latine. Mais le Brésil a mené des négociations avec les USA. Voilà les

limites que la moralisation de la vie politique ne dépassera pas.

Récemment, un autre point de contentieux est apparu. Après sembler favorable à un pacte de l'Atlantique Sud qui regroupait Israël, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay, les Etats Unis font maintenant traîner les choses en longueur. La marine, pourtant le secteur le plus favorisé par les crédits américains, se plaignait récemment des lenteurs avec lequel le projet se met en place. On comprend mieux maintenant le pourquoi de ces hésitations. Les USA veulent briser des liens du Brésil.

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Le Salon de l'Agriculture

# VITRINE DE L'AGRICULTURE CAPITALISTE

Par Michel Bastous et Bernard Pelo

Non messieurs Bonnet et Giscard pas un paysan n'a oublié la sécheresse ! Pas un petit paysan ne peut dire aujourd'hui que la crise est finie ! Contrairement aux déclarations rassurantes, de mise en cette période électorale, beaucoup de paysans subissent, aujourd'hui encore, les contre-coups de la sécheresse de l'été 76. Les stocks de fourrages ne suffisent pas à nourrir toutes les bêtes jusqu'au début du printemps. La décapitalisation est importante du fait de la vente à bas prix des bêtes qui ne pouvaient être alimentées normalement. Les troupeaux ainsi diminués ne permettant pas à beaucoup de petits paysans de survivre. A eux, au moins, peu leur importe l'amélioration de la race, telle qu'elle est préconisée par les différents concours, du salon de l'agriculture. Il ne s'agit pas d'améliorer, de moderniser leur élevage, il s'agit pour eux de ne pas crever contre le vœu de Bonnet, et de ne pas rejoindre les 1 500 000 chômeurs à la recherche d'un emploi !

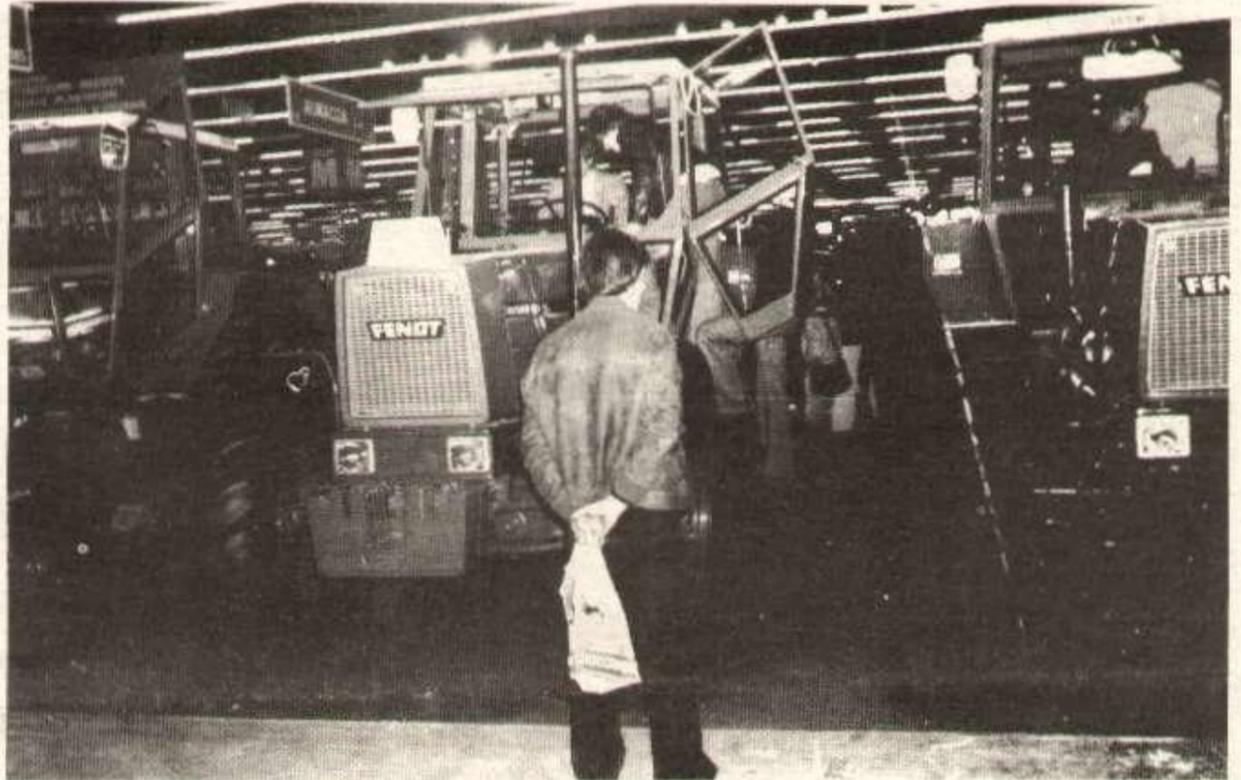
Dans les allées du salon, peintes de couleurs éclatantes, présentées par des «jeunes cadres dynamiques», assistés de jeunes femmes mises en vitrine pour attirer l'œil des clients, les machines toujours plus gigantesques, affichent des prix qui sont une véritable provocation au regard de la situation des paysans, fortement endettés auprès du Crédit Agricole, et pour qui il ne s'agit que de maintenir le minimum de matériel nécessaire à l'exploitation de la terre.

Ce salon de l'agriculture c'est aussi la vitrine pour le peuple des villes que l'on cherche à abuser sur la véritable nature de l'agriculture en France.

C'est la vitrine des gros fermiers capitalistes beaucerons qui entrent au volant de leur «Mercedes» au salon, et vont comparer les mérites des différentes machines exposées.

Le salon c'est une période durant laquelle l'offensive idéologique de la bourgeoisie en direction des petits paysans est particulièrement importante. De nombreux voyages organisés partent des villages : les paysans fortement encadrés par les notables syndicaux de la FDSEA et du CDJA sont promenés, abasourdis, dans cette foire où tout est fait pour faire ressortir leur «médiocrité de petits producteurs» face aux «merveilles» de l'agriculture moderne.

Souvent, on entend les réactions mi-agressives, mi-désabusées chez ces paysans, sur le gaspillage, symbolisé par cette foire alors qu'eux travaillent dans les pires conditions d'exploitation.



Pensif devant un gros tracteur trop cher pour lui, ce paysan sera-t-il chassé par la crise ?

### LE MACHINISME AGRICOLE : INTERDIT AUX PETITS PAYSANS

Le Salon International de la Machine Agricole, et celui de la motoculture de plaisance-jardinage, rassembleront plus de 14 500 machines de 23 nations différentes sur plus de 17 ha.

Ce que remarque d'abord le visiteur de ce Salon, c'est le luxe de stands, la débauche de moquettes, de peintures, de constructions, de meubles design, pour attirer les gens. Quant au matériel, il est rutilant, présenté sous ses plus beaux atouts.

Mais ce qu'il remarque aussi très vite, c'est que le matériel est le plus souvent impressionnant par les dimensions qu'il prend : le SIMA 1977 est plus que jamais une immense vitrine affirmant l'évolution du machinisme :

- augmentation de puissance du matériel : les gammes de tracteurs s'étendent et se complètent vers le haut (de 100 CV à plus de 200 CV) ; l'effort sur la sécurité et sur le confort se porte bien sûr sur les gros modèles ; les petits peuvent être équipés de gadgets, souvent utiles, mais à condition d'y mettre le prix...

- combinaison d'outils, augmentation de largeurs de travail (jusqu'à 10 ou 12 m.), dimensions nouvelles (botte de foin cylindrique d'une tonne) : cela permet un travail plus rapide... à condition d'avoir une puissance de traction suffisante.

- emploi de l'électronique, de l'hydraulique, etc... ; le

sophistiqué, fragile, ...et cher.

Cette évolution vers une très haute technicité, une spécialisation poussée, vise à augmenter la productivité du travailleur agricole ; le but recherché n'est pas un travail moins long et moins pénible, mais en faire le plus possible dans le même temps de travail (l'automatisme, fréquent sur de nombreuses machines, permet à celui qui les conduit de travailler dans de meilleures conditions, donc plus longtemps et plus vite.)

### LE MATÉRIEL DES PAYS DE L'EST

Le visiteur, averti par une abondante publicité dans la presse agricole, remarquera encore l'importance du matériel des pays de l'Est.

Inter-agra, bien connue pour ses nombreuses activités et son patron Doumeng, est là avec ses filiales (CIM...), commercialisant par l'intermédiaire de sociétés d'import-export (exemple : Agromet-Moto-Import, polonaise), les autres marques des pays de l'Est.

### SOCIÉTÉ EN CRISE MAIS SALON DE LUXE

Ainsi, le paysan se trouve devant un matériel de plus en plus cher ; et, poussé de tous côtés (encadrement, dettes, etc...), il cherche la productivité maximale, alors il s'équipera, et le plus souvent devra se suréquiper d'un matériel varié et spécialisé qui servira de moins en moins souvent dans l'année.

Dans notre société en crise, où on nous serine que «pour économiser, il faut lutter contre le gaspillage», etc... Le Salon, débauche de luxe et folie des grands, est une véritable provocation ; il est là pour donner une impulsion à la mécanisation capitaliste dans l'agriculture pour servir de tremplin à de nombreuses firmes non agricoles, (constructeurs, commer-

par la génétique) d'oiseaux et de lapins, dont la curiosité attire les visiteurs, et l'intérêt des gens de l'aviiculture ;

- \* une exposition canine : 2800 sujets d'élite sont exposés aux visiteurs et aux cynophiles avertis, qui sont des gens «très bien» ;

- \* le «marché des provinces de France» : les régions y présentent plus de 800 produits gastronomiques sé-

caprins, porcins et chevaux) de France, d'Europe de l'Ouest et des USA. Les animaux de cette grande ferme internationale sont l'objet de démonstrations, de concours et de prime (reproducteurs, laitière, tonde de moutons...) ils sont sévèrement sélectionnés dans leur région : chacune des 2 races bovines principales en France Frisonne et Pie Noire) ne disposent que

responsables de la promotion des races.

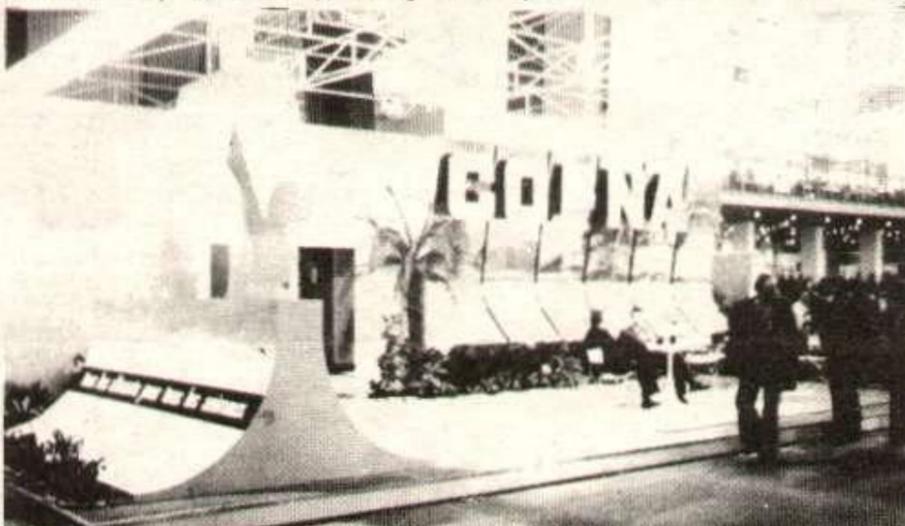
Les firmes agro-alimentaires ou non (Yoplait, Sanders, Philips...) sont largement, et toujours plus chaque année.

Comme pour le SIMA, le Concours Général Agricole ne s'adresse pas à n'importe quel paysan : qui peut s'acheter un reproducteur de plusieurs millions, si ce n'est un gros éleveur ! Qui profite de la promotion d'une race, des médailles et des honneurs ?

Le petit éleveur, lui, suivra de loin l'amélioration de la qualité du cheptel pour ne pas être éliminé, il doit améliorer la productivité.

Le salon 1977 dans son ensemble est un temps fort de la tentative de restructuration de l'agriculture ; sa large vitrine est essentiellement tournée vers les plus gros paysans ; elle est aussi l'occasion pour toutes sortes de banques, pour Philips, pour les syndicats agricoles, pour l'armée, etc... de se faire remarquer et de faire de la propagande.

Assurément, les paysans qui ont pu rendre à Paris se se peu concernés ; quant à la gloire, qu'ils ne voient est bien loin de la réalité des campagnes.



Une vitrine pour les industries agro-alimentaires, ces «pieuvres» qui exploitent les petits paysans.

çants, gros paysans, et bien d'autres)

### DES BÊTES DE RACE MIEUX TRAITÉES QUE LES PAYSANS PAUVRES

D'un autre côté, le Salon International de l'Agriculture regroupe lui-même 4 manifestations :

- \* Le salon d'aviiculture : 400 races et variétés (dont certaines entièrement créées

lectionnés et garantis pour leur qualité. Le bâtiment qui l'abrite est aussi très fréquenté pour ses nombreux stands de sandwiches et buvettes : des affaires en or pour qui a pu s'y tailler une place, avec près d'un million de clients, et une farouche exploitation du personnel (travail intérimaire ou souvent «au noir»)

- \* le fameux «Concours Général Agricole» : il rassemble sur 4,5 ha plus de 2 000 BÊTES (bovins, ovins,

de 78 places. C'est qu'il s'agit de montrer tous les avantages de telle ou telle race, mais aussi que l'éleveur est capable d'obtenir, par sélection génétique, des animaux de grande valeur marchande, dont il pourra tirer un profit substantiel.

Mais cela coûte cher pour y arriver ; seuls peuvent y prétendre, et en tirer profits et gloire, qu'une élite d'éleveurs, et une poignée de

Devenez

«**ABONNÉ**»

**AM**  
PROLONGÉ  
JUSQU'AU 15 MARS

**Quotidien  
du Peuple**

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung.
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemble plusieurs classiques du marxisme léninisme.
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'«Antidühring» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gimes Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon  
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans  
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille  
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux  
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes  
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen  
Librairie «Tschanna», 84 bd du Montparnasse à Paris  
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest  
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille  
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand  
Librairie Giraudon, 20 rue de Keraumont à Lannion.  
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>  
«Olympic», 10 rue Boyer  
«Entrepôt», 7 rue Preussensé  
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal ..... 300 F .....
- Abonnement de soutien ..... 500 F .....
- Abonnement de soutien ..... F .....

- Mode de versement :
- En une fois .....
  - En trois fois (échelonné sur trois mois) .....

Prénom (en capitales) .....

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

DANS NOTRE COURRIER

» **CRITIQUER LE SPORT EN SYSTÈME CAPITALISTE** »

Dans le Quotidien du vendredi 4, sous le titre St Etienne bat Liverpool, je m'attendais à trouver une critique du sport en système capitaliste or j'eus la désagréable surprise d'y trouver un vulgaire compte-rendu de match. (Compte rendu que j'avais déjà entendu une dizaine de fois par l'intermédiaire des médias de la bourgeoisie). Alors si le QdP s'y met aussi on ne saura plus à

quel «saint se vouer». J'espère que vous saurez rectifier le tir (sans jeux de mots) et que vous dénoncerez les buts poursuivis par cette nouvelle forme de religion qu'est le sport. (Je pense que les chiffres concernant les luttes ouvrières à St Etienne devraient le prouver avant les «verts» et maintenant).

Dans votre article vous allez jusqu'à dire que :

«de telles pratiques ne peuvent qu'accentuer des réactions de chauvinisme». Alors qu'il semble assez évident que sans le chauvinisme le sport tel qu'il est conçu aujourd'hui n'a plus aucune raison d'exister. L'AS St Etienne ne vit que parce qu'elle entraîne les masses dans le chauvinisme et les détourne de leurs véritables problèmes.

Amitiés révolutionnaires.  
M.S. Metz.

Camarade.

Comment parler du sport dans le Quotidien du Peuple ? Deux points de vue semblent s'opposer. Ou bien faire un compte rendu des matchs, comme il est fait dans la plupart des journaux, ou bien, et c'est ta proposition, critiquer le chauvinisme qui s'y attache, son rôle d'étouffoir des luttes, son utilisation par la bourgeoisie pour réaliser le consensus social ?

Je pense qu'on ne peut pas réduire le sport à l'un ou l'autre de ces aspects. Il est vrai que les succès de Saint Etienne ou du XV de France, ou de Guy Druet sont utilisés par le pouvoir pour améliorer son image, pour mystifier les travailleurs. Mais est-ce que cela a autant d'impact que tu le dis. Il ne semble pas que les

succès de Saint Etienne aient démobilisé les ouvriers de cette ville, qui ne sont pas dupes de l'utilisation qu'en fait la bourgeoisie. Un joueur comme Rocheteau par exemple a dénoncé l'utilisation de son nom par Durafour.

Non le sport ne doit pas son existence dans notre société au seul chauvinisme. C'est schématiser à l'extrême que de le caractériser comme une nouvelle religion. A la base du succès du football, et notamment de Saint Etienne, il y a une aspiration à pouvoir pratiquer un sport, un besoin d'exercice physique, et de jeu collectif. Des millions de travailleurs jouent ou ont joué au football ou pratiquent un autre sport et regrettent de n'avoir pas plus de possibilités dans ce domaine, en raison de leurs conditions de vie et de

travail et du sous-équipement sportif du pays. Lors qu'ils applaudissent Saint Etienne, il n'y a pas seulement du chauvinisme, mais essentiellement le plaisir de voir un bon foot ball comme ils aimeraient pouvoir en pratiquer. Il est vrai que tout cela le pouvoir essaie de le détourner en chauvinisme et en moyen de consensus social et c'est ce que nous devons dénoncer. Mais cela ne doit pas nous amener à nier les aspects positifs du sport.

Il est nécessaire pour être entendu de rendre compte correctement des épreuves sportives, et de montrer concrètement comment le chauvinisme, et l'emprise de l'argent sur le sport, le pervertissent.

1 100 F PAR MOIS  
CHEZ NOVOTEL

Actuellement, je suis au chômage.

J'habite Bagnolet, municipalité «communiste» avec à sa tête M. Chonavel, qui nous arrose quotidiennement de sa propagande où sont spécifiés les gros efforts effectués pour défendre les intérêts des travailleurs :

-implantation d'entreprises afin d'apporter du travail aux Bagnoletais. Novotel, entre autres.

Novotel est un immense hôtel-restaurant pour «grosses huiles». Décor accueillant, musique douce... Je suis allé m'y présenter, espérant que de la part d'une telle entreprise, j'aurais la possibilité d'obtenir un salaire décent, je vais au service du personnel pour un emploi de caissière ; on me donne les conditions : 6 jours sur 7, samedi et dimanche compris, lundi repos, de 19 H à 1 H du matin environ, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de clients.... 1 300 F !

- Pardon, 1 300 F ou 2 300 F ?

- 1 300 F.

- Je suppose 1 300 F brut, donc environ 1 100 f ?

- C'est ça, plus une indemnité de nourriture, mais avec la retenue des charges sociales, cela revient au même !

- Et comme serveuse ? (étant donné le début de saison !)

- 43 H par semaine et 1 800 F brut.

Une lectrice de Bagnolet

REBELLES N° 6 EST PARU

Passez vos commandes à  
Thierry Herment, 57 rue Ordener  
75018 Paris



Abonnez-vous au Quotidien

203 63 61

de 14 h 30 à 18 h 30

«LES INFORMATIONS POLITIQUES SONT PLUS TRAVAILLÉES...»

Sur le contenu du Quotidien du Peuple, je voudrais faire quelques remarques personnelles.

D'abord, les informations politiques sont beaucoup plus travaillées et c'est important pour suivre l'évolution de la crise politique.

Par exemple, pour les municipales, ça permet de mieux voir leur enjeu.

Ensuite, les informations économiques sont mieux traitées comme le cas du café ou du pétrole. Pourtant, il est dommage que la série sur le plan Barre et la crise qui fut très intéressante, ait été mal présentée.

Il serait intéressant de généraliser ce qui vient d'être fait pour les impôts : des explications claires d'un certain nombre de faits économiques. Par exemple, la surchauffe du prix des légumes n'a pas été expliquée et on ne voit pas bien quels sont les véritables responsables.

Je voudrais aussi critiquer la manière dont le

QdP traite les informations concernant les révisionnistes. Je trouve que très souvent, c'est vraiment une attitude de principe qui tient plus du dogmatisme que de l'explication politique. Par exemple, Marchais demandant une commission d'enquête, on titre «Pour rallier les cadres» et là, on explique bien comment. Or ce n'est pas souvent le cas. On ne donne pas tous les moyens et des titres trop faciles ne sont pas compris chez ceux qui n'ont pas une analyse très claire de ce que représente le PCF.

Et puis, je voudrais savoir si ce n'était pas possible qu'il y ait des critiques de films un peu plus régulièrement - par exemple, une fois par semaine.

Voilà quelques remarques qui n'empêchent pas de lire avec toujours plus d'intérêt le QdP.

Salutations révolutionnaires.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

45<sup>e</sup> épisode

Depuis Saint-Nizier, depuis l'arrêt des combats, Hélène avait cessé de faire des réussites. Pire ! Elle comptait les minutes, les heures, les jours d'absence de Michel, absence d'autant plus pénible que les combats ne la justifiaient plus. Hélène se sentait abandonnée par son mari et par ses enfants. Etienne courait les routes ou travaillait chez les Catillon ; il rentrait tard, dînait seul, Hélène ne le grondait pas. N'était-il pas toujours aussi affectueux quand, par hasard, il restait là ? Le maître dont le chien s'est sauvé ne le bat pas quand il revient, il ne rentrerait plus. Hélène sentait qu'imprégné de l'ambiance aventureuse du Vercors, Etienne tolérerait mal les reproches. Malgré la peine qu'il lui faisait, elle le laissait libre.

Quant à Emeline, elle restait là toute la journée, à se consacrer à Terro. Hélène supportait mieux l'absence d'Etienne que cette dévotion exclusive. Non seulement l'amour d'Emeline lui rendait plus pénible les semaines d'absence de Michel, mais en outre Hélène refusait, comme bien d'autres mères, de comprendre qu'une affection puisse si vite en remplacer une autre. Elle se raisonnait, mais la jalousie lui pinçait le cœur. Elle ne pouvait s'empêcher de surveiller les amoureux et de souffler à Emeline :

— Ma pauvre fille ! Que tu t'y prends mal !

Emeline redoublait de timidité.

Catillon, Laure et sa mère se retrouvèrent en haut du raidillon et, naturellement, entrèrent chez les Vieljeu. Déjà, Hélène demandait à Léon :

— Michel ?

— Il viendra bientôt. J'ai une lettre pour vous !

Terro arriva, agitant le poing :

— Te voilà, voleur de chaussettes !

— Ça t'apprendra à te trouver mal pendant la bagarre.

— Salaud !

— Fainéant !

Les deux hommes se regardaient en souriant. Assise, la Mémé buvait coup sur coup trois verres d'eau. Hélène lisait dans un coin une lettre banale. On s'installa autour de la table. Le pain, le vin et le lard sortirent du buffet. Catillon s'y attaqua, tout en parlant :

— Je viens faire les foin ! Etienne, on compte sur toi. Mes amis, la vie est belle.

Catillon, en homme simple, croyait au danger lorsqu'il le voyait, au bonheur lorsqu'il le touchait. Pour lui, chaque jour passé sans assaut allemand marquait une nouvelle occasion de se réjouir, et s'il pouvait, de plus, faire les foin, c'était le bonheur.

Nourri, Catillon se leva et prit sa pose favorite : les mains dans la ceinture, les épaules rejetées en arrière, le corps basculant de la pointe des pieds aux talons. Il parla de Méandre, des arbres abattus, des nouveaux à la compagnie, et surtout de Volume :

— Donc, Volume, c'est le remplaçant de Terro. Quand tu seras guéri, Terro, ils t'enverront autre part et j'aurai plus à perdre mon temps à te ramasser dans les prairies.

— Voleur de chaussettes !

— Je reprends ! Volume, il te vaut bien, vu qu'un demi-parachute te suffirait pour descendre du Grand Veymont, maigre comme tu l'es, alors qu'il lui a fallu, à Volume, deux parachutes, vu qu'il a bien choisi son nom de guerre : il pèse dans les cent kilos et mesure un mètre quatre-vingt-quinze. Et pas de graisse. C'est un homme tout de muscle. La preuve, c'est que depuis son arrivée à la compagnie, plus besoin d'emprunter les vaches des fermiers pour remuer les arbres : Volume s'en charge. Notre homme arrive donc à Vassieux et, malgré ses deux ombrelles, il fait un trou dans le gazon à l'atterrissage. Ils sont plusieurs sous-lieutenants que nous envoie Alger. Mais les autorités, à Vassieux, ne sont pas prévenues. Pressés qu'ils sont tous de voir arriver les Amerlocs, ils prennent nos gars pour des Américains et leur envoient un comité de réception avec un interprète. Le bougre parle english plus mal que Terro parle français. Il tombe sur le dos de Volume sans lui laisser le temps de se remettre de sa chute, et il lui lâche en pleine figure tous ses baragouinages :

« — Hao âre you. Velcome. Etcetera.

« Volume se lève, prend l'interprète par le col de sa chemise, et gueule :

« — Alors, mon vieux, ça boume ?

« L'interprète, il s'est évanoui. Il a fallu un quart d'heure pour ranimer. Il y en a qui disent que Volume lui a trop serré le faux-col ; moi, je crois que c'était le saisissement de trouver un Amerloc qui parlait si bien français. »

(à suivre)

Albanie 77

## VIE DU JOURNAL

# VOYAGE DES ABONNES AMIS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

« Nous avons beaucoup d'amis et de sympathisants en France... Nous leur témoignons du respect et ils nous respectent à leur tour, sans égard à la différence de nos régimes et de nos idéologies. Nous éprouvons du respect pour le peuple français, pour son passé révolutionnaire et sa culture progressiste. Nous entretenons avec l'Etat français des rapports normaux, indépendamment du fait qu'il n'approuve pas notre régime, pas plus que nous n'approuvons le sien ».

C'est en ces termes que le camarade Enver Hoxha a tenu à préciser quelles étaient les relations entre la France et l'Albanie, relations doublées de la solidarité militante des révolutionnaires à l'égard de la République Populaire d'Albanie. En cette nouvelle année de lutte pour le renforce-

ment de l'édification socialiste, le peuple albanais, plus que jamais interroge le passé révolutionnaire de la classe ouvrière française et en tire les leçons. Avec le VII<sup>e</sup> Congrès du PTA, une nouvelle étape dans la révolutionnarisation de l'appareil d'Etat a été définie : c'est en s'inspirant de la Commune de Paris, qu'aujourd'hui, les masses albanaises vont élire leurs Conseils Populaires, révocables et responsables devant elles, afin de prendre en charge, au niveau des districts l'ensemble de l'administration d'Etat. Ces acquis, sanctionnés par la Nouvelle Constitution adoptée en janvier dernier, font l'objet d'un très large débat, parmi les ouvriers et les paysans appelés à renforcer leur direction sur les cadres et directeurs des usines et coopératives, mais aussi sur tous les fonction-

naires, quels qu'ils soient, de l'Administration Centrale, et ce, sous l'impulsion du Parti du Travail. Cette large mobilisation qui vise à renforcer l'exercice effectif de la fonction hégémonique des ouvriers et paysans en dictature du prolétariat s'accompagne d'un approfondissement de l'idéologie prolétarienne dans tous les domaines. Car comment concevoir l'exercice réel de la dictature du prolétariat si la classe ouvrière ne brise pas la bureaucratie ?

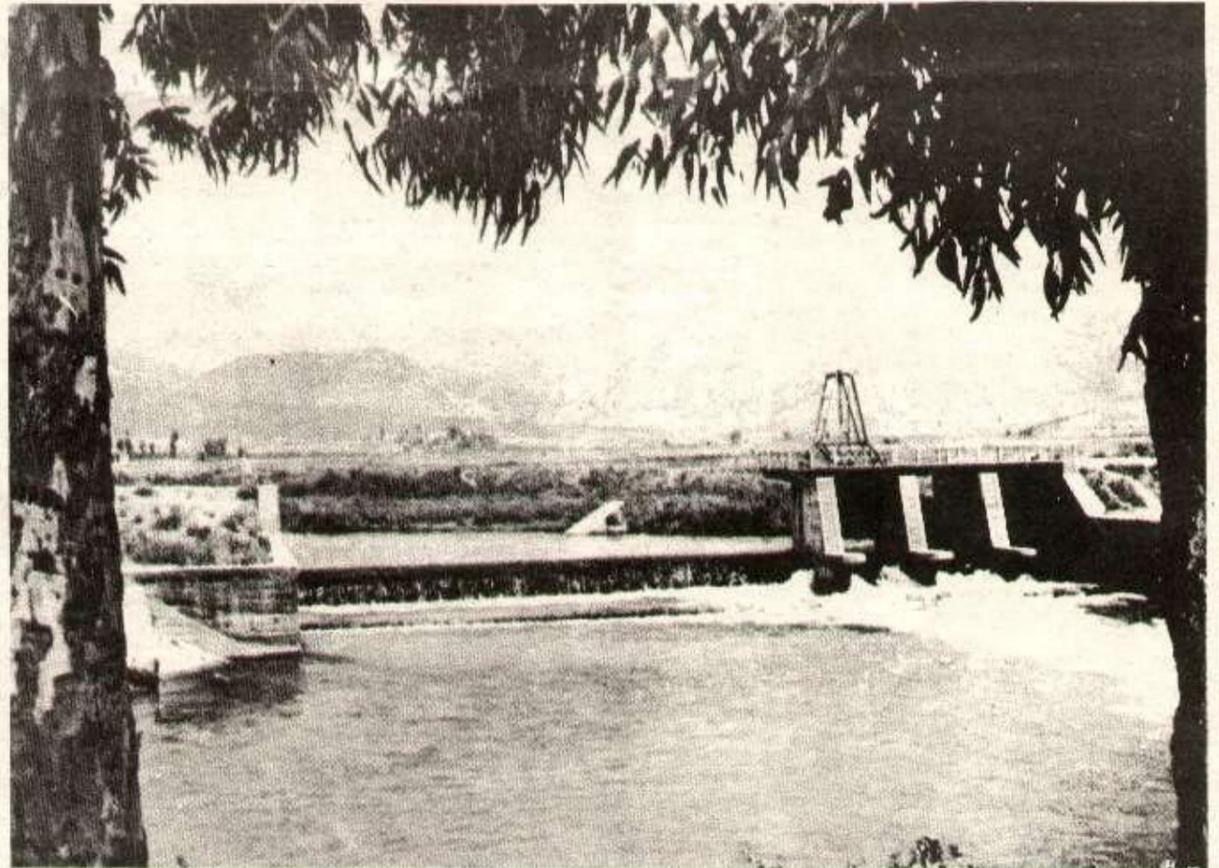
A quoi bon parler d'émancipation sociale du prolétariat si, au sein même des familles ouvrières, la femme continue sa double journée de travail ? Pourquoi affirmer que la classe ouvrière accède à son rôle historique de classe émancipatrice de l'humanité grâce au marxisme-léninisme, si, dans le même temps, la

lutte idéologique, à la ville comme à la campagne, n'est pas menée contre les derniers vestiges de l'aliénation religieuse ou de la propriété privée ?

Tous ces problèmes, qui sont déjà les nôtres, les masses albanaises en débattent.

Le « Quotidien du Peuple » organise, pour les abonnés-amis, un voyage de 15 jours en Albanie, à des conditions favorables. Des journalistes du Quotidien participeront à ce voyage. Pour pouvoir effectuer les réservations nécessaires, il faut que les lecteurs écrivent rapidement au journal, en indiquant le numéro de la carte d'abonné-ami et le mois préférentiel (juillet ou août) pour effectuer ce voyage.

C. NOËL



## Programme télé VENDREDI 11 MARS

### TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien... raconte !

19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Au théâtre ce soir : « Huit femmes »  
22 h 40 - Allons au cinéma  
23 h 10 - TF 1 actualités

### A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - La tiréire  
20 h 00 - Le journal

20 h 30 - Fachoda (2)  
21 h 30 - Apostrophes  
22 h 40 - Les nouvelles  
22 h 45 - Ciné club : Marie. Film hongrois dramatique

### FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scènes de la vie de province  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Vendredi  
21 h 30 - Iglookik (1)  
22 h 20 - FR 3 actualités  
22 h 35 - La télévision régionale

# L'ITALIE DANS LA CRISE

## LE PCI ET "L'ORDRE PUBLIC"

FIN

# «DEHORS, DEHORS, LA NOUVELLE POLICE»

Reportage de Suzanne VALLÉE



Rome, 18 février 1977, l'agression du service d'ordre de Lama.

«D'un côté, il faut tout faire pour que tous ceux qui appartiennent aux corps de la police ne considèrent pas les travailleurs et leurs organisations syndicales et politiques comme leurs adversaires et des perturbateurs de l'ordre public. D'autre part, les travailleurs et leurs organisations doivent considérer dans un esprit de compréhension le devoir et la tâche extrêmement difficile et périlleuse de ceux qui appartiennent aux forces de police, et les soutenir dans leur recherche de meilleurs traitements.

... Nous pensons que les services de sécurité devraient être regroupés en deux services principaux seulement, l'un qui s'occupe de la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationale, l'autre qui ait pour charge la défense de l'ordre démocratique constitutionnel contre les complots

subversifs. Ces services devraient être placés sous la direction politique d'un organisme collégial qui fasse pendant au président du Conseil... et qui, dans la forme adéquate, en réfère périodiquement au Parlement.

... Nous voulons faire correspondre pleinement aux principes de la Constitution, l'activité, l'orientation et l'organisation des forces armées ; et nous voulons que s'établisse et se développe un rapport de confiance et de compréhension entre les forces armées et le peuple, ses organisations démocratiques.

Nous voulons garantir aux militaires la possibilité d'accomplir, en toute tranquillité et dignité, et avec la solidarité du peuple, leurs devoirs envers la Patrie et envers les institutions au nom desquelles ils ont prêté serment».

## LA RÉFORME DE LA POLICE ET DE L'ARMÉE VUE PAR LE PCI

Selon le PCI, la police et l'armée seraient des institutions essentiellement démocratiques, où il suffirait d'isoler et d'éliminer les infiltrations qui sont dangereuses pour la démocratie et qui font tort au prestige de nos forces armées, à leur indépendance et à celle de la nation.

«Il faut : établir une procédure et des méthodes nouvelles pour la carrière et les nominations, afin qu'elles soient fondées sur des critères objectifs de sélection qualitative... éliminer tous les restes de comportement inquisitorial et de discriminations dans les traitements réservés aux militaires et dans la promotion des cadres...»

Il faut surtout : multiplier le nombre des cadres, «démocratiser» le recrutement ; dans les quartiers, accroître la possibilité matérielle d'intervention rapide et souple pour «lutter contre la criminalité».

C'est sur cette lancée que le PCI a participé avec la démocratie chrétienne et les autres partis de l'«Arc constitutionnel» à un «sommet anti-terroriste»...

Qui parle ainsi ? Berlinguer ! Solidement installé dans l'appareil parlementaire, (il préside 7 des commissions parlementaires, ainsi que la chambre des députés) une «autonomie» toujours plus grande pour les autorités régionales et communales, il détient désormais les mairies de presque toutes les grandes villes en Italie ; fort du potentiel économique qu'il contrôle, le très important réseau d'entreprises coopératives, le parti révisionniste tente de faire croire que ce sont là des «éléments de socialisme» qui seraient répandus dans l'État. Cet «État démocratique issu de la Résistance», qui permettrait le passage progressif au socialisme, il faudrait le défendre à tout prix, mieux, le «démocratiser». Cette logique conduit aujourd'hui le PCI à tenter de «criminaliser» toute opposition ouvrière, étudiante, féminine ou juvénile, qui n'entre pas dans ses projets et refuse de fixer comme but à ses luttes une participation accrue du parti révisionniste à la gestion de l'appareil d'État.

Or, en décembre, pendant que le PCI multipliait les appels aux sacrifices, le quartier de Sesto San Giovanni a été investi par les flics ; on avait repéré des «brigades rouges». Celles-ci avaient repris leur action. Tous les soirs la police effectuait des perquisitions, encerclait des maisons ; souvent, c'étaient celles des ouvriers de la Breda. C'est comme ça qu'un soir, la maison de Walter, un ouvrier de la Breda, ancien étudiant, a été cernée. Walter a tué deux policiers, il a lui-même été abattu.

En réponse à cette affaire, le PCI et le syndicat décrètent une grève nationale d'un quart d'heure.... En hommage aux deux policiers pour soutenir la police démocratique ! Dans le quartier de Sesto San Giovanni, la grève durera deux heures.

«Tu comprends, explique Luigi, c'est ça qui nous a révoltés. Peut-être que Walter était des brigades rouges ; mais pour nous ce n'était pas la question. D'ailleurs, entre nous, sur les brigades rouges nous n'éitions pas tous d'accord. Mais pour nous, le problème c'est que nous ne pouvions pas accepter, c'était qu'on nous appelle à faire grève pour soutenir la police de l'État, qui est là pour nous réprimer, nous les ouvriers».

Avec d'autres camarades, Luigi s'est efforcé d'organiser la «non-grève» : sur les 2 000 travailleurs de son usine, 40 resteront à travailler pendant que les autres sortiront en manifestation à l'appel du syndicat et de la cellule du PCI. Sur l'ensemble de l'usine, une centaine de travailleurs environ, refuseront de manifester pour soutenir la police.

«Ce n'était pas grand chose, raconte Luigi, mais ce qui a été mieux, c'est quand ils sont rentrés. Voyant qu'on était resté dans l'atelier, les gars du PCI ont

essayé de nous faire cesser le travail, et ont décrété une heure de grève supplémentaire. Comme on ne suivait pas, ils ont commencé à nous dénoncer, en nous accusant d'être payés par la direction et d'appartenir aux brigades rouges.

Mais là, ça n'a pas marché. Les gars, ceux qui travaillent avec nous, ne l'ont pas cru. Ils ont dit qu'ils nous connaissent, qu'on n'était pas des brigades rouges. Et ils n'ont pas fait l'heure de grève supplémentaire».

## «CRIMINALISER» LES TRAVAILLEURS RÉVOLUTIONNAIRES

C'est aujourd'hui la pratique constante du parti révisionniste italien. Luciano Lama, leader de la CGIL et haut responsable du PCI déclarait en plein congrès syndical : «les formations extra-parlementaires de gauche sont de petites organisations, des groupuscules, qui agissent pour la subversion, contre la démocratie, contre la liberté des travail-



La police «démocratique» contre les étudiants.

«Brigades rouges» et «NAP» (noyaux armés prolétariens) sont des groupes qui se réclament de la révolution, signent en Italie des actions de commando. Il est probable qu'il y a des infiltrations de fascistes, ou des services secrets parmi eux. Mais leurs actions sont largement utilisées à la télévision dans la presse pour justifier un renforcement des menaces répressives contre les masses.

leurs... Ces petits groupes de provocateurs et d'assassins... n'ont d'autre but que de créer le désordre et de conduire les Italiens à penser qu'il faut un pouvoir fort, autoritaire, fasciste en un mot. C'est cela l'objectif que se fixe cette engeance».

La menace du fascisme, qui n'est pas réellement fondée mais tire sa vraisemblance de l'existence de groupes et d'attentats fascistes, est utilisée comme un épouvantail pour justifier la chasse aux révolutionnaires. On peut faire remonter aux événements de la Piazza Fontana un pas décisif du révisionnisme dans ce sens : le 12 décembre 69, sur cette place célèbre du centre de Milan, explose une bombe et fait plusieurs dizaines de victimes.

hausse des prix.

Sur cette tentative des révisionnistes pour «criminaliser» tout ceux qui s'opposent à leur projet, les événements de l'université de Rome sont assez significatifs après que Lama a été honteusement chassé de la faculté par des étudiants et des travailleurs révolutionnaires, et toute cette couche se réclamant de «l'aire de l'autonomie ouvrière» dont les contours, parfois ambigus ne révèlent pas moins une tentative de démarcation avec le révisionnisme, l'«autocritique» du PCI tire cette conclusion : il a manqué d'une «compréhension entière, immédiate du climat créé dans l'université par la presse des «commandos» et de groupes armés» et n'a

pas su isoler et prévenir la provocation».

Bref, il doit améliorer ses services de renseignements et ses méthodes répressives contre la contestation étudiante.

## LE «COMPROMIS HISTORIQUE» MENACÉ ?

Cette auto-critique sonne comme un aveu ; de plus en plus, le PCI est dénoncé par tous ces mouvements de contestation dans son respect des institutions bourgeoises et son souci de ne pas gêner le développement du profit, il a volontairement marginalisé, puis réprimé. Un article du «courrier de la Sierra», le journal de la Cofindustria, la centrale patronale, paru le lendemain de cette «autocritique», est particulièrement révélateur ; on y lit notamment :

«Maintes légendes s'effondrent : ... on pensait qu'il suffisait d'une apparition des membres du PCI pour apaiser les masses. La lutte de l'université montre qu'il n'en est rien. Dans les usines, le PCI n'a pas obtenu le consensus pour une politique économique austère et courageuse qui, modifiant l'échelle mobile, soit réellement en mesure de ralentir l'inflation... Face aux intellectuels, le leader du parti a empoigné la barrière de l'austérité et a lancé sur ce mot d'ordre un appel qui n'a pas produit l'effet espéré».

En un mot, pour la bourgeoisie italienne au pouvoir, le «compromis historique» n'est pas une solution ; car, depuis que, sans être vraiment au gouvernement, il n'est plus dans l'opposition (parlementaire) le PCI est de moins en moins en mesure de faire taire les aspirations des travailleurs.

## QUAND LES RÉVISIONNISTES APPELLENT À LA GRÈVE POUR SOUTENIR LA POLICE

Luigi travaille à la Breda Fucine, l'une des trois usines de la Breda, à Milan, dans le quartier de Sesto San Giovanni. Depuis longtemps, cette filiale du groupe EGAM, aujourd'hui en crise, est considérée comme bastion du PCI.

Avec d'autres travailleurs, il a commencé à organiser des «coordinations de travailleurs révolutionnaires». En assemblées, ils opposaient leurs propositions à celles des dirigeants syndicaux, expliquaient que, même en période de crise (les salaires étaient bloqués à la Breda, en raison de la crise du groupe EGAM) on pouvait faire quelque chose.